



● FRANCE

Le dérapage de trop ?

(P24)

● SALON "WORLD FOOD"

**L'Algérie présente
avec 23 entreprises**
(P4)

● ONU-CORÉE DU NORD

**De nouvelles
sanctions adoptées**

(P19)



LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

HABITAT

Relancer le secteur en respectant les délais pour l'améliorer



Le dernier Conseil des ministres présidé par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, constitue la véritable orientation du Gouvernement Ahmed Ouyahia pour la poursuite du programme initié par le chef de l'Etat. L'Habitat est une des branches qu'il faut bien booster pour ne pas dire relancer pour régler ce problème crucial.
(Lire en Page 3)

● PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

**"Rationalisation" des systèmes
de sécurité sociale et de retraite**

(P4)

● FACE À LA CRISE FINANCIÈRE ACTUELLE :

**Une énergie politique créatrice
et motrice d'un consensus national**

(P5)

GRANDE-BRETAGNE

Les falaises de Douvres un réservoir de poussière cosmique



Il est avéré que les falaises de Douvres, en Grande-Bretagne, sont un réservoir de poussière cosmique. Cette découverte a été faite par une équipe de chercheurs de l'Imperial College London. Les scientifiques de l'Imperial College London ont découvert de la poussière cosmique fossile dans les falaises de Douvres, en Grande-Bretagne. Les détails de cette découverte ont été publiés dans la revue scientifique Earth and Planetary Science.

Les chercheurs ont réussi à mettre en évidence la présence de cette poussière cosmique en comparant la forme et la structure cristalline de ses particules avec des échantillons précédemment prélevés dans l'Antarctique. 76 micrométéorites pétrifiées il y a environ 87 millions d'années ont été ainsi découvertes. Jusqu'à présent, l'analyse chimique était l'instrument incontournable de la recherche de poussière cosmique, mais les chercheurs britanniques ont prouvé qu'il était possible d'utiliser d'autres méthodes.

Bien qu'au cours de millions d'années la composition chimique des particules ait pu se modifier, ces particules mêmes dont la structure est restée inchangée permettent cependant d'étudier la poussière cosmique. Un grand nombre d'échantillons prouve que les météorites fossiles sont très répandues et exigent une étude approfondie et de plus amples recherches.

BELGIQUE

Le maire de Mouscron éborgé dans un cimetière (médias)



Le maire de Mouscron, en Belgique, près de la frontière française, a été retrouvé éborgé lundi soir dans un cimetière de sa ville, rapportent plusieurs médias belges.

L'information a été confirmée à l'agence Belga par le procureur du Roi de Mons, Christian Henry, qui a précisé qu'un suspect avait été arrêté.

Alfred Gadenne, 71 ans, a été retrouvé mort dans un cimetière en face de son domicile, a-t-il également précisé.

Contacté par l'AFP, le parquet s'est refusé à tout commentaire, indiquant qu'un point de presse serait organisé hier.

Membre du Centre démocrate humaniste (CDH, centre-droit, ex-Parti social-chrétien), Alfred Gadenne était bourgmestre (maire) de Mouscron depuis 2006.

Plusieurs personnalités politiques belges lui ont rendu hommage sur Twitter, dont le premier ministre Charles Michel. "J'apprends avec effroi le décès brutal d'Alfred Gadenne. Toutes mes pensées vont à sa famille et à ses proches", a-t-il écrit.

MOSTRA DE VENISE

"Les Bienheureux" de Sofia Djama primé

Le long métrage de fiction "Les Bienheureux" de la réalisatrice algérienne Sofia Djama a reçu le "Prix de la meilleure actrice" au 74e Festival international du film de Venise (Italie) qui a pris fin dimanche, a rapporté la presse locale.

En lice dans "Orizzonti", une des sections compétitives de Mostra de Venise, l'actrice Lina Khoudri a été distinguée pour son rôle dans cette coproduction algéro-belge sortie en 2017, mettant en scène le vécu des Algériens, affectés par les violences de la "décennie noire" des années 1990.

Le "Lion d'Or", la plus haute distinction de cette manifestation, est revenu au film "The Shape of Water" du réalisateur mexicain Guillermo Del Toro alors que le comédien palestinien Kamel El Bacha s'est vu attribuer le "Prix du meilleur acteur" pour son rôle dans le film "L'insulte" du Libanais Ziyad Douiri. Native d'Oran en 1979, Sofia Djama a réalisé plusieurs courts métrages dont "Mollement samedi matin" (2012), un film plusieurs fois primé dans des festivals à travers le monde. Fondé en 1932, Mostra de Venise est considéré comme un des plus anciens festivals du 7e art dans le monde mettant en compétition chaque année de grandes œuvres de réalisateurs de renommée internationale.

ARABIE SAOUDITE

Quatre arrestations liées à un projet d'attentat de l'EI à Ryad

Les autorités saoudiennes ont affirmé avoir déjoué un attentat suicide planifié par l'organisation Etat islamique (EI) contre des bâtiments du ministère de la Défense à Ryad et arrêté quatre suspects. Selon l'agence officielle saoudienne SPA, les suspects seraient deux Yéménites membres du groupe ultraradical sunnite qui devait commettre un attentat suicide avec la complicité de deux Saoudiens.

Ils "sont soupçonnés d'être impliqués dans la préparation d'une attaque suicide contre des bâtiments (du ministère de la Défense)", a ajouté SPA, qui n'a pas précisé la date de leur arrestation.

Dans la nuit de lundi à mardi, les autorités saoudiennes avaient annoncé que les deux Yéménites avaient été arrêtés avant d'avoir pu passer à l'acte. L'agence saoudienne a publié des photos d'une petite maison, située dans un bâtiment avec une cour fermée, où les présumés kamikazes se sont réfugiés pour s'entraîner à l'utilisation de vestes d'explosifs.

Depuis 2014, l'Arabie saoudite a été la cible de plusieurs attentats meurtriers revendiqués par l'EI. Le royaume saoudien est membre de la coalition internationale antijihadistes dirigée par les Etats-Unis.

L'EI a subi ces derniers mois d'importants revers militaires, perdant une partie des territoires qu'il avait conquis en 2014 en Syrie et en Irak, mais il garde la capacité de lancer des attaques hors des zones qu'il contrôle encore.

YÉMEN

Des "crimes de guerre" commis par la coalition arabe

La coalition arabe sous commandement saoudien a mené cinq frappes aériennes depuis juin au Yémen, qui ont tué 39 civils, dont 26 enfants, ce qui constitue des "crimes de guerre", a déclaré mardi l'organisation Human Rights Watch (HRW). Ces attaques, menées "de manière délibérée ou irréflective", montrent que "les promesses de la coalition pour améliorer la conformité avec les lois de la guerre n'ont pas entraîné une meilleure protection pour les enfants", a ajouté HRW, dont le siège est à New York.

Ce communiqué a été publié alors qu'une session du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU se déroule actuellement à Genève.

Selon HRW, cette instance devrait répondre à la poursuite des violations des droits de l'Homme par la coalition arabe, par les rebelles et par d'autres parties en conflit au Yémen en ouvrant "une enquête internationale indépendante" durant sa session de septembre.

La guerre au Yémen oppose des forces progouvernementales, soutenues par la coalition sous commandement de l'Arabie saoudite et regroupées dans le Sud, à une alliance entre des rebelles Houthis et des forces restées fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh qui contrôlent la capitale Sanaa et le nord du Yémen depuis septembre 2014. Depuis l'intervention de la coalition arabe en mars 2015, le conflit a fait quelque 8.400 morts et 48.000 blessés, dont de nombreux civils, et provoqué une grave crise humanitaire.

I. A.

IRMA

Des millions de personnes sans courant en Floride

Des millions de personnes étaient privées d'électricité hier en Floride après le passage de l'ouragan Irma dont l'impact s'est avéré moins dévastateur pour les Etats-Unis que pour les Antilles, confrontées au défi d'une longue et coûteuse reconstruction. Dans l'île de Saint-Martin, où les dégâts sont immenses, le roi des Pays-Bas Willem-Alexander est arrivé lundi dans la partie néerlandaise pour observer le déploiement de l'aide humanitaire, et le président français Emmanuel Macron était attendu mardi dans la partie française ainsi qu'à Saint-Barthélemy. Il devra y répondre à de vives critiques sur la gestion de la catastrophe par les autorités françaises.

Irma, le plus puissant ouragan jamais mesuré dans l'Atlantique, a fait au moins 40 morts sur son passage aux Caraïbes et en Floride. Rétrogradé en simple dépression tropicale, il poursuivait mardi matin sa route vers le Nord-Ouest, au-dessus de l'Alabama, en continuant à s'affaiblir. Des milliers de personnes se retrouvent sans abri et ont

besoin d'être hébergées de toute urgence, notamment dans l'est des Caraïbes, selon un point de la situation de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) mardi.

Le bilan humain est de deux morts en Floride, où les destructions sont particulièrement lourdes dans l'archipel des Keys frappé dimanche par des vents de plus de 215 km/h.

"Ce que nous avons vu est horrible (...) Nous avons vu beaucoup de bateaux échoués et pratiquement tous les mobil-homes retournés", a rapporté le gouverneur de l'Etat Rick Scott au cours d'une conférence de presse après avoir survolé la zone, ajoutant que les réseaux d'eau, d'égoûts et d'électricité sont hors d'usage.

"La route de la reconstruction sera longue", a-t-il prévenu.

Dans le reste de la Floride, les dégâts, désormais estimés entre 20 et 60 milliards de dollars selon plusieurs experts en assurance, sont toutefois plus limités que ne le laissait craindre la puissance et la taille de l'ouragan.

HABITAT

Relancer le secteur en respectant les délais pour l'améliorer

Le dernier Conseil des ministres présidé par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, constitue la véritable orientation du Gouvernement Ahmed Ouyahia pour la poursuite du programme initié par le chef de l'Etat. L'Habitat est une des branches qu'il faut bien booster pour ne pas dire relancer pour régler ce problème crucial. Il est utile de rappeler que lors du dernier Conseil des ministres, une communication du ministre, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, relative à cinq contrats en gré à gré simple portant réalisation de 22.900 logements de type location-vente qui seront réalisés à Alger, Bejaïa, Guelma et Oran, a été entendue et approuvée à cette occasion. Ainsi donc, dans le domaine social, le Gouvernement veillera, entre autres, à la résorption du déficit en logements et à l'amélioration du cadre de vie de la population. Intervenant à l'issue de l'adoption du Plan d'action par le Conseil des ministres, le Président Abdelaziz Bouteflika a instruit le Gouvernement de travailler avec diligence et détermination à répondre aux attentes de la population, à faire progresser le processus de réformes et de modernisation du pays dans tous les domaines, et à faire avancer la construction d'une économie de plus en plus diversifiée. Et pas plus tard que lundi dernier, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, n'a pas omis de souligner à Médéa, l'urgence de lancer, avant la fin de l'année en cours, l'ensemble des projets de logements en suspens. Pour le ministre du secteur, ce dossier figure parmi les priorités

de son département ministériel. "Notre priorité du moment est de procéder au lancement, dans les meilleurs délais possibles, des projets de logements affectés aux wilayas, mais qui enregistrent un retard, alors que les besoins des citoyens se font de plus en plus pressants", a déclaré le ministre. M. Temmar a estimé, par ailleurs, que "330.000 unités" est le nombre de logements, toutes formules confondues - dont pas moins de 87.000 logements location-vente AADL -, qui sont en souffrance à l'échelle nationale. Et c'est pourquoi il a relevé l'"urgence" de lancer leur construction avant la fin de l'année 2017. Et là, le ministre annonce que son département ministériel envisage d'"introduire de nouvelles formules de logements et de réviser les formules existantes, dans la perspective d'alléger la trésorerie du pays tout en insufflant au secteur du bâtiment une nouvelle dynamique". Et au ministre d'expliquer que "Nous privilégions les formules de logements qui ne reposent plus uniquement sur l'aide de l'Etat, mais qui permettent aussi bien aux promoteurs, aux citoyens ainsi qu'aux collectivités, de participer à leur financement". Temmar annonce également, par la même occasion, le retour à la formule de logement LPA (Logement aidé). Le LPA, suspendu depuis cinq ans, sera donc relancé avec de nouvelles conditions, dans la mesure où, cette formule ne nécessite pas la mobilisation de gros moyens de l'Etat. Elle permettra d'autre part, de réduire la tension sur les autres formules comme l'AADL, le LSP et le LPP. Et justement, cela permettrait donc à l'Etat de poursuivre

la mise en œuvre de sa feuille de route pour la rationalisation des dépenses publiques en vue de la restauration de l'équilibre budgétaire dans un délai de cinq années. La feuille de route pour le redressement des finances publiques vise plusieurs objectifs, à savoir assurer la soutenabilité de la dépense publique, réformer la gestion de la dépense publique, assurer une répartition équitable des transferts sociaux au bénéfice de la population, stimuler l'activité économique et restaurer à moyen terme l'équilibre du budget de l'Etat, selon le plan d'action du gouvernement. Ce qui reste aussi à faire pour la mise en œuvre du programme relatif aux logements, il y a lieu d'accélérer la cadence de réalisation pour honorer les engagements du secteur. Il ne faut pas oublier également l'objectif d'éradiquer les bidonvilles à l'horizon 2018. Aux dernières nouvelles, les statistiques indiquent l'existence de 381 bidonvilles. Ce qui a nécessité la prévision de la réalisation de 388.045 unités pour mettre fin à ce fléau. Dans ce même ordre d'idées, il y a nécessité d'augmenter la cadence de réalisation dans les nouvelles villes au nombre de quatre (Sidi Abdallah, Bouinan, Bougezoul et El Ménaïa) à travers la révision et l'aménagement des plans d'aménagement de ces villes. D'autre part, il faut noter qu'à Alger, par exemple, 96.437 autres logements sont en cours de réalisation, et la consécration de ces programmes à même de prendre en charge les besoins des citoyens. Par ailleurs, la réalisation des autres grands pôles urbains a été déjà lancée à l'ins-



tar de Draâ Errich (Annaba) et Ain Nahas (Constantine). Il faut reconnaître enfin que beaucoup de travail reste à faire

pour la consécration de ces programmes à même de prendre en charge les besoins des citoyens. **Said B.**

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

L'éradication des idées et des hommes, si possible

"Bouger", ce n'est pas fatalement tenter de faire la révolution, mais cela contribue à intéresser les populations à la " chose " politique, au lieu de les en tenir éloignées avec, fatalement, la création d'un fossé entre les partis et les populations, et entre le pouvoir et les populations. Un tel vide politique sera toujours mis à profit par ceux qui n'ont pas intérêt à ce que la stabilité soit effective. Qu'est-ce qu'un parti sans capacité ou volonté à prendre des initiatives ? Qu'est-ce qu'un champ politique qui ne soit pas le terrain de confrontations permanentes entre idées ? Pourquoi cette sorte d'hibernation ou d'inhibition de ceux qui devraient se comporter en acteurs politiques et non en figurants ? La littérature politique algérienne a transféré vers la vie politique, le concept de redressement appliqué au renversement du président de la République en juin 1965, pour qualifier de redressement le renversement des dirigeants des partis politiques. Le fait que ce mouvement de redressement ait pesé comme menace sur la stabilité interne des partis, implique que les dirigeants de ces derniers n'ont pas accédé de façon " clean " à la plus haute hiérarchie partisane. Cela voudrait signifier également que le maintien à la tête des partis n'est pas dû au choix des militants. Cela pourrait à la limite supposer qu'il serait suscité par des éléments téléguidés de l'extérieur (on parle de rencontre objective entre intérêts).

A cette passe d'armes entre les dirigeants, car eux s'expriment, contrairement à leurs militants, ou plutôt contrairement aux encartés, car le militantisme semble être une denrée rare, les partis ne savent pas à quelle argumentation se vouer. Ils ne peuvent pas le savoir car seuls les dirigeants savent et construisent (en toute autonomie ?) la ligne directrice du parti et les attitudes stratégiques à " adopter " en fonction des contextes. Quant aux partis de l'opposition, car il y a bien une opposition cependant neutralisée, pratiquement aphone si on la cherche uniquement à travers la TV, il conviendrait d'abord de bien définir le contenu de ce concept pour savoir exactement qui en est dedans, qui en est en dehors, et qui n'en est ni dedans ni dehors, c'est-à-dire à ne pas savoir quoi faire. Généralement, ceux qui ne sont ni en dedans ni en dehors n'ont pas de certitudes doctrinales, sont à la merci du vent comme girouette, tiennent la " canne par son milieu ", et sont prêts à manger à tous les râteliers. Ils appliquent fort bien la leçon de la chauve-souris dans les fables de la Fontaine " je suis oiseau voilà mes ailes, je suis souris voilà mes poils ". Il ne faudrait pas alors oublier, au vu du réveil des partis à la seule approche des élections, que les perspectives fixées à l'action politique s'avèrent inchangeables et sont d'ailleurs demeurées inchangeées, à savoir que c'est la question du pouvoir qui est au cœur des préoccupations. Le pouvoir, pourquoi ? Pour qui ? Tous les leaders de partis, sans exception aucune, verrouillent la porte d'accès à leur remise en cause. Ceux qui y sont à diriger le parti veulent continuer indéfiniment à y être et ceux qui n'y sont pas sont en attente d'opportunités pour les en déloger. C'est la présidence à vie à la tête des partis, et cela est bien une tradition nationale, à n'importe quel niveau de l'Etat, des institutions, des partis, des associations toutes natures confondues, même pour diriger des mouvements de jeunes quand le dirigeant n'est plus jeune, même pour les associations dites de la famille révolutionnaire qui ne "révolutionnent" pourtant en rien. Ni les partis, ni tout le reste qui les suit, comme organisation de masse ne sont devenus le creuset qu'ils devraient être, à savoir celui où on réfléchirait pour l'Algérie et pas seulement autour des enjeux de pouvoir et de ce que cela pourrait impliquer comme dividendes personnels.

N. B.

PERTURBATIONS DANS L'ALIMENTATION EN EAU

On ne vit pas une crise d'eau

Cet été, on a enregistré des perturbations dans l'alimentation en eau des ménages, où le citoyen algérien a exprimé son mécontentement, surtout qu'en cette période de l'année, et en raison de la chaleur, on consomme trop d'eau. Ces perturbations, en effet, ont été enregistrées également au niveau d'unités économiques majeures, à l'exemple de l'usine sidérurgique d'Annaba. Afin de comprendre si le pays est au seuil d'une crise d'eau, l'émission l'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, a choisi ce thème pour le traiter, hier, avec le directeur des ressources en eau au ministère des Ressources en Eau. En effet, on n'est pas dans une crise d'eau, c'est ce qu'indique le directeur des ressources en eau au ministère des Ressources en Eau, qui explique que les perturbations n'ont affecté que " quelques villes ", et que l'approvisionnement est assuré correctement dans la majeure partie du pays. Des localités concernées par les pénuries, qu'il impute à un défi-

cit de précipitations, M. Abdelwahab Smati cite celles dont l'unique ressource provient des barrages, à l'exemple de Tébessa, Souk Ahras, Bordj Bou-Argeridj, Sétif, Annaba et Tarf, toutes situées à l'est de l'Algérie. De la forte pénurie d'eau observée dans la métropole d'Annaba, en particulier, il explique que ce " cas isolé " résulte d'une série de conjonctures liées notamment à la réhabilitation d'équipements, dont une conduite " fuyarde " de 22 km qui, " si elle avait été rénovée ", aurait permis d'éviter la situation ainsi créée. Du déficit de remplissage des barrages dans cette partie du pays, l'Invité, le chiffre globalement à 400 millions de mètres-cubes, précisant, d'autre part, que les réserves hydrauliques retenues dans les ouvrages hydrauliques du pays sont de l'ordre de 55% par rapport à leur potentiel de retenue.

ET S'IL NE PLEUVAIT PAS ? Le directeur des ressources en eau se veut, à propos du manque de pluie et ses effets sur l'approvisionnement en eau, rassurant :

" les barrages, dit-il, n'assurent que 35% des besoins en eau potable, alors que 50% sont tirés des nappes souterraines, dans lesquelles, ajoute-t-il, sont prélevés quelque 2,5 milliards de mètres-cubes. A ces quantités, M. Smati ajoute celles issues des équipements de dessalement, lesquels produisent un total de 1,9 million de mètres-cubes/jour. Entre autres solutions, au cas où la pluviométrie venait à se faire rare, celui-ci signale qu'il pourrait être fait appel aux réserves hydrauliques contenues dans certains barrages, réservées, jusqu'alors, à l'irrigation agricole. Il cite, en outre, les transferts d'eau qui pourraient être opérés à partir de zones géographiques n'ayant pas subi de choc hydrique, vers celles où pourraient être constatées des pénuries de ce précieux liquide. De la situation créée, M. Smati tire des enseignements : il faudrait, déclare-t-il, " lutter plus efficacement contre les fuites, le gaspillage mais aussi le piratage de l'eau opéré à partir de canalisations principales ".

Mourad N.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

"Rationalisation" des systèmes de sécurité sociale et de retraite

Le plan d'action du gouvernement qui sera présenté dimanche prochain par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, comprend une série d'actions visant à poursuivre la politique nationale de développement social à travers l'amélioration des systèmes de sécurité sociale et de retraite, la réduction du taux de chômage, la préservation de la politique de solidarité nationale ainsi que la promotion de la femme et de la jeunesse, ainsi qu'à promouvoir les secteurs de l'éducation et de santé.

En effet, le plan d'action du gouvernement ambitionne à développer davantage les systèmes de sécurité sociale et de retraite, qui sont exposés, selon le document, à une "pression financière extrême", ce qui nécessite leur "rationalisation", leur "mise à niveau" et "l'amélioration du respect de la législation du travail en matière de déclaration des travailleurs et d'acquiescement des dus".

S'agissant du système de sécurité sociale, le gouvernement travaillera notamment à l'élargissement de la base cotisante au système national de sécurité sociale, qui devra atteindre, à terme, 3 millions d'affiliations, et cela, par la mise en place d'assises juridiques et réglementaires intégrant notamment, les nouvelles formes de travail de l'économie numérique, les personnes actives dans le secteur de l'informel, les personnes actives non occupées, ainsi que les travailleurs du monde agricole. Il travaillera aussi au renforcement des dispositifs de contrôle, et le cas échéant, la base juridique et réglementaire de répression de la non déclaration ou du non acquiescement des cotisations.

Pour ce qui est du dispositif de retraite, le gouvernement veillera à en améliorer l'attractivité et le financement, notamment à travers la poursuite de l'adaptation du système national de retraite notamment par l'élargissement de la base cotisante, la révision des taux de cotisations de certaines catégories d'assurés sociaux à la charge de l'Etat, ainsi que par la mobilisation de nouvelles sources de financement autres que les cotisations des travailleurs.

Il s'agit aussi de procéder à la création d'une branche de retraite complémentaire à la CNR et la CASNOS pour relever l'attractivité du système national de retraite. Le gouvernement de M. Ouyahia compte, d'autre part, poursuivre la rationalisation du monde du travail à travers notamment la création d'emplois et de richesses dans tous les secteurs.

Parallèlement, le gouvernement "ne ménagera aucun effort" pour dynamiser la contribution des dispositifs publics de promotion de l'emploi, qu'il s'agisse de l'emploi salarié, ou de la création d'activités par les jeunes promoteurs et par les chômeurs. A ce titre, les efforts du gouverne-



ment seront notamment orientés vers l'assouplissement du dispositif actuel d'Aide à l'insertion professionnelle, la poursuite du programme de modernisation et de renforcement du service public de l'emploi, et l'amélioration des synergies entre les différents intervenants.

"Une attention particulière sera accordée à la promotion du dialogue social dans les espaces professionnels pour prévenir les conflits sociaux", affirme le gouvernement qui s'engage à respecter le droit de grève dans le cadre de la loi.

Les concertations et les préparatifs devant aboutir à la révision du Code du travail seront également poursuivis et parachevés, selon le Plan d'action. Outre ses efforts pour faire reculer le chômage y compris au profit des personnes sans qualifications et aux femmes au foyer, le gouvernement continuera à mobiliser tous les autres mécanismes de solidarité nationale au profit des personnes aux besoins spécifiques qu'il s'agisse des personnes âgées, ou handicapées. Il poursuivra également sa politique de transferts sociaux ainsi que de subventions directes ou indirectes, tout en conduisant un chantier de rationalisation de ces dépenses publiques de solidarité, de sorte qu'elles ciblent davantage leurs bénéficiaires réels.

APPUI SUR LE RÉSEAU INFRASTRUCTURE "MASSIF"

Parmi les secteurs que compte le gouvernement promouvoir, le secteur de la santé, où la politique que l'Etat mènera dans ce domaine s'appuiera sur le réseau infrastructure "massif" qui a été développé entre 2000 et 2017. L'effort du gouvernement sera porté sur la santé de la

mère et de l'enfant, le renforcement du programme national de la périnatalité, et la réduction de la mortalité néonatale. Il poursuivra aussi la mise en œuvre du plan national de lutte intégré contre les facteurs de risques des maladies non transmissibles, du plan cancer 2015-2019, de la lutte contre le tabagisme et les addictions, ainsi que la prise en charge de l'autisme.

Dans le domaine de la couverture sanitaire et de l'organisation des soins, le gouvernement procédera à l'adaptation graduelle du mode de gouvernance du système national de santé, par la mise en place d'un cadre législatif réhabilitant la planification et la régulation de l'offre, en favorisant l'évaluation et l'optimisation des moyens de développement des réseaux de soins, la disponibilité d'un personnel formé, qualifié et en nombre suffisant, la dotation en équipements performants, et la disponibilité des produits pharmaceutiques dont les médicaments.

Il veillera également à la disponibilité des produits pharmaceutiques, y compris par la promotion des médicaments génériques, qui permettront une maîtrise des dépenses de santé autant pour l'Etat que pour les citoyens eux-mêmes.

La production nationale de médicaments sera également encouragée de sorte à relever la couverture nationale de la demande de 50% actuellement à 70% en 2019.

CONSTRUCTION DE NOUVEAUX ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Quant à l'éducation, le gouvernement veillera à l'accroissement du parc pédagogique par la construction de nouveaux établissements scolar-

res, primaires, moyens et secondaires à la lumière des besoins nouveaux et des rattrapages (...) pour mettre un terme au système de la double vacation.

La carte scolaire fera également l'objet d'une étude prospective pour identifier les besoins nouveaux qui accompagneront la remontée du taux de croissance démographique.

Le réseau des cantines scolaires sera développé notamment à travers les zones rurales et la gestion de ces cantines sera adaptée aux réalités administratives et financières des communes, de sorte à éviter tout blocage dans leur exploitation. Le transport scolaire sera renforcé, notamment dans les zones rurales.

Ainsi concernant l'amélioration des performances pédagogiques, la feuille de route qui sera mise en œuvre porte sur le redéploiement du système éducatif à partir d'indicateurs de qualité, s'appuyant sur les trois leviers de la réforme que sont: (1) la réforme pédagogique, (2) la gouvernance, (3) la professionnalisation des personnels par la formation.

ÉLARGIR ENCORE LE RÉSEAU DES INFRASTRUCTURES DE FORMATION

Pour ce qui est formation professionnelle, le plan d'action du gouvernement compte : élargir encore le réseau des infrastructures de formation, avec notamment le développement de centres d'excellence, ainsi que poursuivre l'amélioration de l'organisation du cursus de l'enseignement professionnel et de l'enseignement à distance.

Améliorer le dispositif mixte d'orientation des élèves de l'éducation nationale, et intensifier la formation permanente des formateurs, l'actualisation des moyens technico-pédagogiques, et le renforcement de l'environnement numérique, font partie aussi des mesures mentionnées dans ce plan d'action.

OPTIMISATION DE L'EXPLOITATION DU RÉSEAU UNIVERSITAIRE

L'enseignement supérieur n'a pas été mis en marge dans ce plan d'action. En effet, dans ce domaine, l'Etat compte à travers son plan d'action, consolider la réforme du système d'enseignement et de formation supérieurs, et à prendre en charge l'évolution des effectifs étudiants par l'optimisation de l'exploitation du réseau universitaire.

Ainsi, le Gouvernement agira notamment pour l'amélioration du taux de réussite et la réduction des durées des études, et l'augmentation du taux d'encadrement de rang magistral, en plus de la mise en place des instituts des sciences et techniques appliquées, et l'harmonisation des formations en médecine et des concours hospitalo-universitaires.

res, et la mise en place d'un concours national de résidanat.

DÉVELOPPEMENT CONTINU DU SYSTÈME NATIONAL DE RECHERCHE

Mieux encore, dans le domaine de la recherche scientifique, l'action portera sur : le développement continu du système national de recherche, par la réalisation et l'équipement de nouvelles unités de recherche, et l'élaboration d'un plan de développement de la recherche scientifique et technologique, en accompagnement du développement économique du pays.

Le renforcement des mécanismes de transfert et de valorisation des résultats de la recherche, et le lancement à court terme de 3 programmes nationaux de recherche jugés prioritaires : la sécurité alimentaire, la santé du citoyen, et la sécurité énergétique, et à la mise à exécution de 750 projets de recherche sur la période 2017 à 2022, à raison de 150 projets par année, figurent parmi les mesures du plan d'action

PROTECTION DE LA FEMME

Concernant la femme, le Plan d'action rappelle que "l'Etat a mis en place des dispositifs juridiques assurant la protection de la femme, contre la violence y compris en milieu conjugal, toute comme la loi offre des garanties à la femme en cas de séparation conjugale, et le cas échéant, l'intervention d'un dispositif public pour le versement de la pension", ajoutant que le gouvernement veillera donc au respect et au fonctionnement normal de ces dispositifs.

"Le nouveau défi auquel l'Algérie s'est désormais attelée à relever consiste en la promotion de la femme aux responsabilités dans les institutions et administrations publiques, ainsi qu'au niveau des entreprises, conformément à la Constitution. Le Gouvernement ne ménagera aucun effort pour faire progresser cette évolution qui est déjà une réalité", souligne la même source.

La promotion de la jeunesse est un objectif majeur du Gouvernement qui veillera à promouvoir une démarche fondée sur la mobilisation des énergies de cette catégorie de la population et de sa contribution au processus de développement national dans tous les domaines et sur la réponse aux aspirations légitimes de la jeunesse, à la lumière des évolutions de la société en général.

Pour le gouvernement, la prochaine mise en place du Conseil Supérieur de la Jeunesse afin de permettre aux représentants de cette catégorie de promouvoir des approches nouvelles pour associer la jeunesse à la construction du pays et pour répondre aux attentes et besoins de cette génération.

Kadijji M.

SALON "WORLD FOOD"

L'Algérie présente avec 23 entreprises

Ouvre lundi en présence d'exportateurs de plus de 65 pays, vingt-trois entreprises algériennes de l'agroalimentaire ont pris part au 26ème salon "World Food" de Moscou.

Durant les quatre jours (du 11 au 14 septembre) de ce rendez-vous économique et commercial, les exportateurs algériens s'attelleront notamment à confirmer et à faire aboutir les démarches entreprises lors de la précédente édition avec les opérateurs russes.

Après avoir assisté à l'ouverture officielle du Salon, l'ambassadeur d'Algérie à Moscou, M. Smail Allaoui a effectué une tournée au niveau du pavillon algérien où il a longuement discuté avec les opérateurs algériens sur les grandes

opportunités qu'offre le marché russe. M. Allaoui leur a exprimé la volonté des services de l'ambassade d'Algérie, à les accompagner dans leurs projets en leur prodiguant soutien et assistance.

Dans ce 26^{ème} Salon agroalimentaire de Moscou, "il s'agira également de concrétiser sur le terrain la dynamique insufflée aux relations bilatérales algéro-russes, confirmée surtout à travers le statut d'invité d'honneur accordé à la Russie lors de la 50^{ème} édition de la Foire internationale d'Alger", a indiqué à l'APS, le représentant de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) M. Ali Ayad. Aux côtés des traditionnels exportateurs de la dattes algérienne -- très pri-

sée par le consommateur russe-- l'on trouve également, au niveau du pavillon Algérie (450 m² contre 300m² l'année dernière) des exposants algériens de fruits et légumes (Agri Plast), des pâtes alimentaires et couscous traditionnel (Frikat) fruits secs (Dydo)...etc.

L'organisation de séances de dégustation de petits plats concoctés à base de dattes, constitue la nouveauté de cette édition pour la participation algérienne. Le chef-cuisinier Karim Seghilani de l'entreprise "Razan dates" anime un "cooking-show" afin de mettre en valeur les produits algériens, notamment les dattes, à travers des préparations de recettes gastronomiques russes revisitées avec une touche algérienne et le savoureux goût de la Deglet Nour.

L'Algérie participe pour la seconde fois au Salon agroalimentaire de Moscou. L'année dernière, plus de vingt exportateurs algériens de produits agro-alimentaires y étaient présents, l'objectif étant de pénétrer le marché russe, à travers la promotion du label algérien auprès des nombreux partenaires étrangers.

Le salon représente une "excellente opportunité pour promouvoir les produits algériens sur le marché russe qui est un marché porteur au vu notamment de sa taille massive", selon les participants algériens. Il permet en effet de "rencontrer les acheteurs potentiels rassemblés dans un même endroit, et négocier des affaires sur une période de temps plus courte".

Nesrine M.

FACE À LA CRISE FINANCIÈRE ACTUELLE :

Une énergie politique créatrice et motrice d'un consensus national

Un gouvernement même solide et stable ne saurait à lui seul faire face aux besoins de développement, faire face aux conséquences de la crise financière et économique actuelle et d'affirmation de l'Algérie dans un monde au quotidien variant à chaque instant.

Le gouvernement a besoin nécessairement d'une majorité politique qui l'accompagne dans son action présente et future. Une énergie créatrice et motrice d'un consensus national qui stimule l'action. Cette énergie, c'est l'énergie politique. En ces moments difficiles

que traverse le pays, un front commun pour parer à tous les imprévus est plus que jamais indispensable afin d'être l'espace politique dynamique qui incarne la volonté populaire, la transmet et en assure la concrétisation.

Le peuple algérien, peuple militant, forgé par cent trente ans de résistance, sept ans de guerre meurtrière, une décennie de feu et de sang, est en droit d'avoir une majorité politique à la mesure de ses sacrifices, capable d'assurer la pérennité du renouveau national initié par le président de la République, Mr. Abdelaziz Bouteflika, et repris dans les grandes lignes du plan d'action du gouvernement de Mr. Ahmed Ouyahia.

Une majorité à même de traduire dans les faits les principes politiques, démocratiques, de développement durable et de justice sociale. Le caractère de ces principes n'est pas un état qui, une fois obtenu, ne se perd plus. Il exige un perpétuel effort sous peine de dégénérer. Il doit sans cesse être en symbiose avec la volonté de l'Etat à aller de l'avant dans tous les domaines, tous les secteurs, sans cesse saisir la configuration de ce qui naît à travers les réformes et se développer pour en tirer les enseignements nécessaires et non se transformer en un champ sclérosé où ce qui meurt étouffe ce qui vit comme le désire une certaine classe politique qui se refuse à traiter les problèmes du pays avec le gouvernement et même avec la société civile.

Toutes les analyses, tous les textes ont tendance à présenter le régime parlementaire algérien sous la forme schématique de ce qu'on pourrait appeler le système d'une majorité reposant sur quatre conditions essentielles qui doivent simultanément être réalisées pour que ce système fonctionne effectivement avec des partis à vocation majoritaire ;

que ces partis au parlement soient marqués par une forte discipline interne ; qu'il est à soutenir et à défendre le programme présidentiel en vigueur et une plus grande cohérence en vue d'instaurer un mécanisme autorégulateur organisant les relations entre les composantes de cette majorité en dehors de leurs programmes distincts. Le plus important, résoudre les problèmes de la société algérienne.

L'accompagnement du plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République doit s'enrichir à travers cette majorité qui soit réellement d'origine nationaliste et l'Exécutif gouvernemental ne doit pas se priver de son " intellectuel politique ", de ceux qui aident à établir le théorie de l'intérêt de la nation et qui garantissent l'exécution des réformes et les mots d'ordre de l'étape actuelle visant à sortir de la crise du baril de pétrole sur le marché mondial sans gros dommages.

Dans ce registre, il faut que tout un chacun des politiques en présence qu'ils soient dans la majorité ou dans l'opposition apprennent à critiquer et à analyser ce qu'il y a vraiment lieu de faire. Sinon tout le monde sera amené à commettre des erreurs. Ainsi, toute action en dehors d'une majorité politique soudée est vouée à l'échec.

Encore faudra-t-il que se nouent des relations qui impliquent une identification entre cette majorité et le gouvernement et dont la composante est issue de celle-ci, d'une vision globale portant sur l'ensemble de la société et ses exigences nouvelles, sur la consolidation de l'unité nationale, la stabilité du pays, la poursuite de la mise en œuvre du renouveau national, la lutte contre le terrorisme, les maux sociaux, l'acte politique et démocratique nocif et porteur de divi-



sion et de fitna, c'est une attitude de la majorité qui se trouve par là même encline à maintenir et à préserver les situations acquises et les acquis enregistrés au cours de ces dernières années tant ils ont eu l'aval et l'adhésion du peuple dans son écrasante majorité. Maintenant que le FLN, RND, MPA et TAJ, quatre partis qui sont des soutiens inconditionnels au programme politique du président de la République, Mr. Abdelaziz Bouteflika, se mettent en mouvement en vue de l'adoption du plan d'action du gouvernement par les deux Chambres parlementaires et permettant au Premier ministre, Ahmed Ouyahia d'avoir la voie libre pour la mise en œuvre de son programme qui tire son essence du programme présidentiel en cours, cela accreditte l'idée suivant laquelle les quatre partis sont des monolithes qui représentent vraiment un champ politique homogène, se plaçant sur un terrain étendu dont le raison-

nement est fondé sur l'idéal qui les anime et synthétisant les intérêts du pays et du peuple. Dans ce contexte, le FLN et le RND possèdent au moins l'une des qualités qui font les grandes formations politiques, celle qui consiste à rester fidèle à un but poursuivi par des moyens cohérents et d'y mettre toute leur ténacité dans la poursuite de la mise en œuvre du programme politique du président de la République, Mr. Abdelaziz Bouteflika.

Les deux partis majoritaires (FLN-RND) qui sont épaulés par le MPA et TAJ, ont été, en effet, rigoureusement cohérents avec le programme présidentiel et en faisant jouer la légitimité républicaine au profit de la cause populaire. Plus que jamais donc la destinée de l'Etat de droit, et de sa voie vers la démocratie, la justice sociale, est suspendue à l'apaisement du climat socio-politique.

✱ **Buni**

MARCHÉ INFORMEL

Seules des mesures audacieuses peuvent assainir la situation

LE SECTEUR du commerce figure parmi les grands chantiers que le gouvernement s'approprie à réformer. En plus des différentes fraudes et tricheries entachant l'activité réglementée de ce secteur, les réformateurs doivent impérativement s'en prendre au marché informel. Les multiples tentatives menées auparavant pour régulariser ce "bazar" ont, visiblement, toutes échoué.

Pour Ali Bey Nasri, expert en commerce international, "ce marché parallèle a pris racines" et seules des mesures " audacieuses " pourraient permettre de l'éradiquer à jamais. Volet commerce extérieur, le gouvernement escompte stabiliser la balance commerciale du pays et préserver les devises. Pour cela, il envisage de promouvoir, davantage encore, les exportations et d'encourager la consommation du produit "made in bladi". A ce sujet, Ali Bey Nasri, rappelle que des mesures existent, que des propositions ont été faites dans ce sens et qu'il reste juste à les mettre en œuvre.

"Pas mal de propositions ont été faites, elles sont très claires et très précises. La question, résume-il, n'est pas d'annoncer ce qui est à faire, mais plutôt de faire ce qui a été énoncé".

RV.

RÉALISATION DES PROJETS DE VOIES FERRÉES

Zaalane satisfait des compétences algériennes

"L es entreprises nationales en charge de projets de voies ferrées et autres, à l'échelle nationale, font montre d'une grande compétence, doublée d'une haute maîtrise dans le forage de tunnels notamment, en exploitant une main-d'œuvre algérienne à 100 %, sortie des universités algériennes ", c'est avec cette déclaration joyeuse que s'est félicité, lundi à Djelfa, le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaalane, de la compétence des entreprises nationales dans la réalisation des projets de voies ferrées et de maîtrise des tunnels. Dans une déclaration en marge d'une visite d'inspection, notamment de projets ferroviaires dans la wilaya, le ministre a indiqué que ces compétences humaines algériennes ont permis, à ces entreprises, d'être représentées en force dans de grands projets nationaux, dont celui de l'extension du métro d'Alger, confié à

Cosider. Animant un point de presse au titre de cette visite à Djelfa, Abdelghani Zaalane, qui a souligné l'inscription des projets ferroviaires au titre de la vision stratégique du président de la République, les considérant comme un moteur de développement et d'amélioration du cadre de vie des citoyens, a mis en exergue le rôle joué par les compétences nationales dans la consécration de ces projets, au titre desquels des moyens de réalisation locaux sont, également, exploités, dont les traverses en béton, qui étaient importées dans le passé, et qui sont désormais produites au niveau de cinq (5) unités relevant d'une grande entreprise publique, s'est-il félicité.

Faisant une rétrospective du secteur ferroviaire national, le ministre des Travaux publics et des Transports a indiqué que la totalité du réseau ne dépassait pas 2000 km en 1999, avant d'atteindre les 4000 km actuelle-

ment, au moment où près de 2.300 km de lignes ferroviaires sont en réalisation au titre du programme présidentiel, avec des taux d'avancement estimés entre 80 et 90 %.

Il a cité parmi les grandes lignes actuellement en chantier celles de Tيارت -Relizane, Touggourt-Hassi Messaoud, Annaba -Ramdane Djamel (Skikda), et Setif-El Guerzi (Constantine). Outre la diversification des moyens de transport, la voie ferrée est dotée d'une importance vitale dans la fluidification du trafic, tout en préservant le réseau routier de la dégradation, a encore observé le ministre, signalant la réalisation, chaque année, d'une action de maintenance au profit de 1000 km de routes, d'un réseau global de 30.000 km de routes nationales, ce qui représente en soi des frais considérables sur le budget de l'Etat a estimé M. Zaalane.

L'opportunité a donné lieu à une présentation d'un état des lieux

des projets ferroviaires en réalisation à Djelfa, par des sociétés nationales, avec des délais de livraison fixés pour l'année 2018 pour certains, et durant le premier trimestre 2019 pour d'autres. Il a insisté, à l'occasion, sur le respect de techniques supérieures dans la réalisation des voies ferrées, dont notamment celles concernant la vitesse, qui atteindra les 220km/h pour les trains de voyageurs, et entre 100 et 120 km/h pour ceux des marchandises.

Sur le chantier de réalisation d'un tunnel, inscrit au titre du projet de trois (3) tunnels prévus dans la région de Chbika, de la commune d'Aïn Mabed, dans le cadre de la ligne Djelfa-Boughezoul, le ministre n'a pas manqué de rappeler l'impact socioéconomique d'importance attendu de ces projets, à leur livraison, au vu de la position stratégique de la wilaya de Djelfa.

Mourad N.

EXPOSITION DE
CALLIGRAPHIE
ARABE À ORANL'artiste
Noureddine
Kour présente
sa nouvelle
expérience

L'exposition de calligraphie arabe alliant originalité et modernité de l'artiste Kour Noureddine, organisée au musée d'art moderne d'Oran (MAMO), met en exergue sa nouvelle expérience. Cette expérience, présentée lors de cette exposition qui se poursuivra jusqu'au 10 novembre prochain, est une complémentarité entre l'abstrait, le sauvage et le cubisme, a souligné lundi l'artiste qui a obtenu un diplôme dans les arts plastiques à Mostaganem. Les 71 tableaux d'art où est utilisée la technique d'acrylique et de peinture dévoilent une dualité entre les écoles modernes et celle de la calligraphie, a indiqué l'artiste, précisant que "cela démontre que la calligraphie arabe peut s'adapter à tous les arts et styles". Cette dualité, a estimé Kour Noureddine, permet au public d'apprécier deux tableaux l'un des écoles modernes et l'autre de calligraphie qui dégage la beauté de la lettre arabe. L'artiste a employé dans ces toiles, exposées sur les cimaises du MAMO depuis le 20 août dernier, des symboles du patrimoine algérien inspiré de l'artisanat, en utilisant la sculpture végétale et architecturale ainsi que l'étoile octogonale, symbole de la civilisation musulmane, dans un ensemble esthétique. Au sujet du contenu, cet artiste créateur en calligraphie arabe a indiqué que ses œuvres utilisent notamment des versets coraniques prônant surtout la moralité et la miséricorde, des poèmes glorifiant l'Algérie et des proverbes. "Les couleurs choisies dans ces œuvres donnent un charme spécial et une touche soufite", a expliqué Kour Noureddine, faisant remarquer qu'il a opté pour un équilibre entre les couleurs froides et chaudes. Les nuances de couleurs claires, notamment jaune, grise et blanche, sont utilisées dans la calligraphie arabe pour émerveiller le récepteur, a-t-il expliqué. Le commissaire du festival international de calligraphie arabe, miniatures et sculpture, Mustapha Belkahlia, déclare, dans l'édition du guide de cette exposition, édité par le Musée national "Ahmed Zabana", que le calligraphe Kour Noureddine "suit une ligne des grands peintres en adoptant les valeurs contribuant à la promotion de la calligraphie arabe au plus haut niveau des aspirations humaines universelles."

Kour Noureddine a pris part à plusieurs festivals internationaux de calligraphie arabe, salons nationaux et organisé des expositions individuelles et décroché plusieurs prix et médailles. Ce spécialiste de la calligraphie a contribué à la réalisation de stèles et a écrit des ouvrages sur l'art. L'artiste Kour envisage, à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui, d'organiser une exposition sur la calligraphie arabe en mettant en exergue des versets coraniques en éloge au prophète Mohammed (QSSSL) et compte compiler ses œuvres dans un ouvrage au profit des générations montantes.

Houari B.

RENTRÉE PROFESSIONNELLE 2017-2018

Près de 21.000 nouveaux postes
de formation dans la wilaya d'Alger

Près de 21.000 postes de formation seront ouverts dans la wilaya d'Alger à la rentrée professionnelle (session de septembre 2017), a indiqué dimanche le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Ahmed Zeghnoun.



Près de 21.000 postes de formation seront ouverts au profit des stagiaires dans la wilaya d'Alger à la rentrée professionnelle prévue le 24 septembre 2017, a précisé M. Zeghnoun à l'APS, soulignant que la carte pédagogique de la formation professionnelle de la wilaya d'Alger s'oriente vers des spécialités qui correspondent aux besoins du secteur économique en vue de faciliter l'insertion professionnelle des diplômés du secteur. Dans le cadre de la nouvelle carte pédagogique de la formation professionnelle, des négociations sont en cours avec de nouveaux partenaires économiques pour l'ouverture de postes de formation et de stages avec des emplois à la clé, a-t-il souligné, précisant que la direction avait conclu 15 conventions de formation depuis le début de

2017. Les négociations avec les entreprises économiques concernées sont sur le point d'aboutir et il devrait y avoir 20 conventions d'ici à la rentrée professionnelle, a-t-il ajouté. Le responsable a également fait savoir que la direction était en négociation avec un opérateur de transport aérien privé pour la conclusion d'une convention de coopération et de formation. M. Zeghnoun a indiqué que les stagiaires étaient de plus en plus intéressés par les spécialités de la formation liées au domaine du tourisme, ce qui permettrait de répondre à la demande croissante en personnel qualifié dans ce domaine.

Au sujet des postes ouverts, estimés lors de cette session à près de 21.000, M. Zeghnoun a indiqué que les structures du secteur fonctionnaient selon le sys-

tème de la vacation unique et pouvait fonctionner avec deux vacations, ce qui signifie que la capacité d'accueil pourrait atteindre 70.000 places pédagogiques, en cas d'une forte demande sur les formations assurées par les établissements de formation professionnelle. Concernant les projets structurels du secteur, le responsable a cité le projet de réalisation et d'équipement de l'institut national de formation professionnelle spécialisé dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah, devant être réceptionné en janvier ou février prochain au maximum, sachant que le coût de ce projet avoisinait les 40 milliards de centimes. Cet institut, qui se trouvait au niveau de l'institut de l'audiovisuel d'Ouled Fayet sera promu à un

niveau supérieur, a estimé M. Zeghnoun, qui a souligné que l'institut d'Ouled Fayet restera ouvert mais il limitera sa formation à quelques spécialités essentielles à l'instar de la photographie et des techniques du son.

Le projet de l'institut national de formation professionnelle spécialisé dans l'agroalimentaire a été relancé à Tessala El-Merdja, après la levée des problèmes techniques ayant mené à l'arrêt des travaux, la réévaluation du coût de réalisation du projet estimé à près de 38 milliards de centimes étant envisageable. Le secteur connaîtra la réalisation d'un centre de formation professionnelle comptant 300 places et 60 lits, situé à Bir Mourad Rais, spécialisé dans les métiers liés à l'industrie pharmaceutique. Ce projet coûtera une enveloppe de 26 milliards de centimes, a-t-il dit. La rentrée professionnelle qui est prévue pour le 24 septembre en cours sera précédée de journées d'information organisées les 17, 18 et 19 septembre sur les places publiques des communes d'Alger, qui viennent en prolongement des campagnes de sensibilisation lancées cet été par la direction pour informer les jeunes et leurs parents des opportunités de formation offertes au niveau des établissements du secteur.

Ouahab D.

TOURISME

Plus de 130 millions de personnes ont
fréquenté les plages algériennes cet été

Au total 130.602.056 personnes ont fréquenté les plages de la côte algérienne durant la saison estivale de cette année, selon des estimations communiquées à l'APS dimanche à Oran par la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Venant en tête des 14 wilayas côtières, Oran et Ain Témouchent ont réalisé le plus fort nombre d'estivants durant cette dernière saison estivale, en enregistrant plus de 17 millions pour chacune de ces wilayas de la région ouest du pays, a-t-on souligné dans un bilan des activités de la Protection civile de la période allant du 1er juin à ce jour.

Mostaganem a enregistré, quant à elle, un

chiffre de près de 16,5 millions d'estivants, Alger près de 4,8 millions, Jijel plus de 13 millions, alors que le faible flux a été observé au niveau des plages d'Annaba avec un peu plus de 2,6 millions d'estivants.

En 2016, la belle saison avait connu une affluence d'environ 120 millions d'estivants sur les plages de la côte algérienne, a-t-on rappelé.

Le bilan de la Protection civile fait également état de 127 décès par noyades, dont 74 cas ont été enregistrés sur des plages interdites à la baignade.

Selon le sous-directeur des statistiques et de l'information auprès de la (DGPC), le colonel Farouk Achour, cette année a connu

une augmentation du nombre des victimes de noyade, notant qu'en 2016 et durant la saison estivale 124 cas de décès par noyade ont été enregistrés par la Protection civile.

Pour les 53 cas des personnes décédées noyées dans les plages surveillées, 35 victimes ont été déplorées pendant les heures de surveillance et 18 autres hors heures de surveillance. Le chiffre des personnes sauvées d'une noyade certaine a augmenté d'un peu plus de 48.000 cas l'été 2016 à plus de 53.000 durant l'été de cette année, qui a été marqué également par près de 80.000 interventions sur les plages, plus de 20.000 personnes soignées sur place et 4.917 personnes évacuées vers les centres de santé.

Le même bilan a relevé également deux personnes mortes et 13 autres blessées dans des accidents en mer causés par des engins nautiques, tels que les jet-skis.

Le colonel Achour a indiqué que de "grands efforts ont été consentis par les pouvoirs publics afin de prévenir les cas de noyade, dont la majorité sont constatés au niveau des plages interdites à la baignade (non surveillées), et ce, notamment à travers l'ouverture de maximum de plages à la baignade", signalant que la DGPC a veillé cette année à prolonger la durée de surveillance des plages de 8 heures à 20 heures, au lieu de 9h à 19 heures.

Il a signalé également que certains cas de noyade enregistrés sur des plages surveillées et durant l'horaire de surveillance, notamment des enfants, incombent à la négligence des parents qui laissent leurs enfants se baigner au milieu des foules sans une surveillance aux abords des plages.

Hadjer M.

R.R.

GHARDAIA

Rencontre sur la réconciliation nationale
et la concorde civile le 21 septembre

Une rencontre nationale autour de la thématique de la Réconciliation nationale et la concorde civile sera organisée le 21 du mois courant à Gharidaia, à l'initiative de la Coordination nationale des associations de soutien au programme du président de la République, a appris l'APS auprès du cabinet de la wilaya.

Cette rencontre, qui coïncidera avec la célébration de la Journée internationale de la paix ayant pour thème :

"Ensemble pour la paix :

Respect, dignité et sécurité pour tous", vise, selon les organisateurs, à consolider et favoriser l'entente, la cohabitation sociale et le respect entre les citoyens algériens en général, et ceux de la région de Gharidaia en particulier. L'organisation de cette manifestation s'insère également dans le cadre de la double commémoration du référendum organisé en septembre 1999 sur la loi portant "Concorde civile" et de

celui organisé en septembre 2005 portant "la charte pour la paix et la réconciliation nationale", a-t-on ajouté.

Plusieurs personnalités animeront cette conférence d'une journée au siège de la wilaya, en présence de la société civile et le tissu associatif de la wilaya Gharidaia, dans toute sa diversité culturelle, afin de consolider la cohésion sociale, la paix, la sécurité et la stabilité de la région.

PRIX DE L'OR NOIR

Le pétrole en légère baisse en Asie

Les cours du pétrole étaient orientés à la baisse, dans un volume d'échanges très faibles, après l'annonce d'un nouveau train de sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU contre la Corée du Nord.



Vers 04h30 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en octobre, reculait de 6 cents, à 48,01 dollars dans les échanges électroniques en Asie.

Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en novembre, cédait 9 cents à 53,75 dollars.

Le Conseil de sécurité a adopté lundi à l'unanimité et à l'initiative des Etats-Unis une nouvelle batterie de sanctions contre la Corée du Nord, interdisant ses exportations de textile et réduisant ses approvisionnements en pétrole et en gaz.

Dans ce contexte, les investisseurs se tournent vers des valeurs refuge comme l'or.

L'or noir continue par ailleurs de réagir aux effets des ouragans aux Etats-Unis. Le cours du WTI ayant terminé en hausse lundi quand les investisseurs ont estimé que les conséquences de la tem-

pête Irma étaient moins graves que prévu.

"L'information la nuit dernière était qu'Irma n'a pas été aussi mauvaise que prévu et que les plus grandes raffineries ont été relancées", a expliqué dans une note Greg McKenna, analyste chez AxiTrader.

MOINS AFFECTÉ QUE PRÉVU PAR IRMA

La veille, les prix du pétrole ont terminé en hausse, les investisseurs tentant d'évaluer les conséquences de l'ouragan Irma sur la Floride, apparemment moins importantes que prévu, tandis que les raffineries du Golfe du Mexique reprenaient progressivement leurs activités.

Le baril de "light sweet crude" (WTI), référence américaine du brut, a gagné 59 cents pour clôturer à 48,07 dollars sur le contrat pour livraison en octobre au New York Mercantile Exchange (Nymex).

Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre a terminé à 53,84 dollars, en hausse

de 6 cents par rapport à la clôture de vendredi.

L'écart entre les barils de WTI et le Brent s'est réduit même s'il approche toujours des six dollars vendredi.

L'ouragan Irma a frappé de plein fouet dimanche l'île de Key West dans l'extrême sud de la Floride avant de se diriger vers le nord de l'Etat. Affaibli et rétrogradé au rang de tempête tropicale lundi, il a provoqué l'évacuation de millions de personnes et 6,2 millions de Floridiens étaient toujours privés d'électricité en fin de journée.

Mais "les pires scénarios ne se sont pas concrétisés", a indiqué Phil Flynn de Price Futures Group.

Les cours du brut avaient beaucoup baissé vendredi alors que les investisseurs redoutaient une chute de la demande d'essence dans la région au moment où les raffineries touchées fin août par l'ouragan Harvey se remettent en route et produisent de plus en plus de carburant.

"On se rend compte au fur et à mesure de la reprise de l'activité des raffineries qu'il n'y a pas eu

de dégâts structurels", a souligné Kyle Cooper d'IAF Advisors. "On ne se heurte plus maintenant qu'à des soucis logistiques qui devraient se résorber rapidement", a-t-il ajouté.

L'OPEP SURVEILLÉE

Selon le dernier relevé rendu public dimanche par le département américain de l'Energie, cinq raffineries représentant 5,8% des capacités de raffinage du pays étaient encore fermées. Au pic des perturbations, près d'un quart des capacités de raffinage américaines avaient été mises hors service. Comme dans le même temps "le retour à la normale devrait être plus rapide que prévu en Floride", cela "change l'état d'esprit du marché", a estimé M. Flynn.

Les prix étaient aussi, selon lui, soutenus en ce début de semaine par un regain de discussions sur la possible extension d'un accord noué par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et quelques autres gros producteurs de brut comme la Russie.

Ces pays se sont entendus fin 2016 pour limiter leurs extractions afin de tenter de redresser les prix sur le marché mondial, abondamment fourni en or noir.

Le ministre de l'Energie de l'Arabie saoudite, chef de file du cartel et premier exportateur mondial de brut, "a rencontré ce week-end ses homologues vénézuélien et kazakh pour discuter d'une prolongation de l'accord au-delà de mars 2018", a indiqué M. Flynn.

La prochaine réunion officielle de l'Opep, à laquelle les autres participants à l'accord seront représentés, se tiendra fin novembre à Vienne.

Farida B.

ETHIOPIE

Une usine de transformation des déchets en énergie sera livrée en décembre

La "Reppie Waste to Energy Facility" de 50 MW, première usine de transformation des déchets en énergie en Afrique selon l'Ethiopie, sera livrée en décembre.

Aux journalistes, Bizuneh Tolcha du ministère de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Energie, a déclaré qu'en juillet l'installation était achevée à 94,3% à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie.

Le projet est construit sur la plus grande décharge d'Ethiopie communément appelée "Koshe" (qui signifie, "sale" en amharique, langue officielle du pays), qui s'étend sur 5,3 hectares de terres.

Ces dernières années, la décharge a eu du mal à traiter la hausse croissante des déchets de la capitale. Ouvert il y a cinquante ans alors qu'Addis-Abeba n'était encore qu'une petite ville, Koshe est aujourd'hui la plus grande décharge de la ville de plus de quatre millions d'habitants.

"L'achèvement du projet coûtera 118,5 millions de dollars. Il sera entièrement pris en charge par le gouvernement éthiopien et traitera au final 350.000 tonnes de déchets solides par an", a souligné M. Tolcha.

Il a ajouté qu'une fois livrée, Reppie mettra fin à 46.494 tonnes d'émissions de gaz méthane par an, permettant ainsi au pays d'atteindre la stratégie d'économie verte résiliente au climat, CRGE (Climate Resilient Green Economy strategy, en anglais).

Cette stratégie vise l'émission de zéro dioxyde de carbone en Ethiopie d'ici 2015 tout en transformant l'Ethiopie considérée actuellement comme un pays en voie de développement en une économie à revenus moyens respectueuse de l'environnement.

Le projet est conjointement développé par la compagnie britannique Cambridge Industries Limited et la China National Electrical Engineering Company.

L'Ethiopie veut augmenter sa capacité de production d'énergie qui est actuellement de 4.200 MW à 17.300 MW d'ici 2020 en utilisant des sources hydrauliques, éoliennes, géothermiques, solaires et de biomasse.

Le pays espère que la série de projets énergétiques qu'elles entreprend actuellement répondra aux demandes de son économie à croissance rapide et à l'augmentation de sa population estimée à environ 100 millions d'habitants.

F.B.

MINÉ PAR LES SCANDALES

Le diesel condamné à une "lente agonie"

Miné par des scandales, soumis à de nouvelles normes draconiennes et risquant même d'être chassé de certaines villes, le diesel voit les automobilistes européens se détourner de lui et semble condamné à une "lente agonie".

Le salon de Francfort, qui a ouvert ses portes aux médias mardi, avait été marqué lors de sa précédente édition en 2015 par l'affaire des moteurs diesel truqués chez Volkswagen.

Deux ans plus tard, le paysage automobile est bouleversé: le moteur au gazole perd sa prééminence, en particulier dans son fief européen, sur fond de perte de confiance des consommateurs.

"Depuis plusieurs mois, on assiste à une nette baisse des ventes de véhicules diesel dans les grands marchés européens que sont la France et l'Allemagne", explique à l'AFP Stefan Bratzel, directeur du Center of Automotive Management (CAM). En France, pour la première fois depuis 2000, les ventes de voitures particulières neuves roulant au gazole ont chuté depuis le début de l'année sous la barre des 50% (47,8% exactement), encore soutenues par la fiscalité sur les véhicules de société. Outre-Rhin, la chute est aussi brutale: la part du diesel a fondu à 37,7% en août contre 45,3% un an plus tôt. Les pouvoirs publics ont longtemps encouragé l'achat de voitures diesel au nom de l'indépendance énergétique et de la lutte contre les émissions de CO2. Les constructeurs et équipementiers ont massivement investi dans cette technologie.

DÉPOLLUTION CÔUTEUSE

Mais le scandale Volkswagen a rebattu les cartes, montrant une industrie qui avait parfois choisi soit de tricher, soit de contourner les règles sur les émissions d'oxydes d'azote (NOx) dangereuses pour la santé. En France, des tests publiés en 2016 par le gouvernement ont mis en évidence des dépassements de jusqu'à dix fois la norme sur certains véhicules, et des informations judiciaires visent quatre groupes, VW, Renault, Fiat-Chrysler et PSA, ce dernier étant mis en cause pour "stratégie frauduleuse" dans un rapport de la répression des fraudes dévoilé vendredi par le quotidien français Le Monde. Les nouvelles règles d'homologation européennes entrées en vigueur le 1er septembre encadrent plus sévèrement ces émissions, ainsi que celles de particules. Pour les respecter, les constructeurs vont devoir investir encore plus. "On sait dépolluer un moteur diesel, on sait le rendre propre, dans toutes les circonstances (...) mais cela a un coût", résume le directeur général de l'équipementier Faurecia, Patrick Koller. Un coût d'environ "1.500 euros par véhicule", estime Marc Mechaï, responsable du secteur automobile chez Accenture, pour qui "sur un véhicule de moins de 20.000 euros il est difficile de justifier l'utilisation du diesel".

En outre, "l'harmonisation progressive des prix de l'essence et du diesel (à la pompe) va rendre ce dernier plus du tout compétitif, ou alors il faudra faire tellement de kilomètres que ça ne concernera qu'une toute petite catégorie d'automobilistes", dit Flavien Neuvy, directeur de l'observatoire Cetelem de l'auto-

mobile.

GROS PARC ROULANT

A cela il faut ajouter les annonces venues de grandes villes comme Paris, dont la maire Anne Hidalgo veut bannir le diesel d'ici à 2025. En Allemagne, la justice pourrait contraindre les quelque 70 communes qui dépassent les normes de NOx à interdire les engins les plus polluants. La chancelière Angela Merkel, soucieuse de ménager à la fois une puissante industrie et ses concitoyens inquiets, a dit souhaiter que soit rétablie la "confiance dans le diesel". Mais pour Ferdinand Dudenhöffer, directeur du centre de recherche automobile CAR, il est trop tard, tant "le dieselgate a conduit le diesel dans l'impasse". Il prédit à cette technologie une "lente agonie". Une sentence nuancée par M. Koller pour qui "les moteurs diesel de deux litres de cylindrée et plus seront un compromis extrêmement efficace". "Pour les grosses cylindrées, on considère que la mort du diesel n'est pas là", assure M. Mechaï.

Reste que les constructeurs vont devoir adapter leurs gammes et risquent de peiner à respecter les objectifs européens de CO2 sans l'aide de moteurs au gazole, d'où la course actuelle à l'électrification. Il faudra aussi prendre en compte le parc diesel roulant de dizaines de millions de véhicules.

"On n'a aucun intérêt que les choses se passent trop rapidement", dit Maxime Lemerle, expert du secteur automobile chez l'assureur Euler Hermes.

Siham S.

SOUTENUES PAR UN APAISEMENT DES CRAINTES

Les Bourses européennes entament la semaine en hausse

Les Bourses européennes ont toutes fini en hausse lundi, tirées par les actions des banques et des assureurs, grâce à l'apaisement des craintes liées à la Corée du Nord et à l'ouragan Irma.



L'absence d'hostilités en lien avec la Corée du Nord et le fait que l'ouragan Irma soit rétrogradé en catégorie un a permis aux investisseurs de revenir à l'achat sur le marché", a résumé David Madden, analyste chez CMC Markets.

Il n'y a "pas eu de feu d'artifice nucléaire en Corée du Nord pour l'anniversaire de la création du pays, alors même qu'il y avait pas mal d'inquiétudes à ce sujet parmi les investisseurs", a rappelé Xavier de Buhren, gérant de portefeuille chez Mirabaud.

De plus, "les dégâts (de l'ouragan Irma) pourraient être plus faibles que prévu", ont souligné les analystes de Aurel BGC.

L'EUROSTOXX 50 A PRIS 1,28%

L'indice CAC 40 a engrangé 1,24% à 5.176,71 points, mené par le secteur bancaire, Crédit Agricole gagnant 2,52% à 15,03 euros, Société Générale 2,19% à 47,34 euros et BNP Paribas 2,08% à 64,30 euros.

Scor a bondi de 3% à 34,14 euros, son P-DG Denis Kessler estimant que la majorité des pertes liées à Irma dans les îles françaises seront payées par la Caisse centrale de réassurance. Vivendi (+2,41% à 20,42 euros) a bénéficié d'un relèvement de la recommandation de Raymond James à "acheter fortement" contre "surperformer" auparavant.

Ipsen a pris 0,52% à 116,35

euros grâce aux résultats d'une étude réalisée avec Exelixis, montrant que leur traitement du cancer du rein avancé a permis d'obtenir une amélioration "statistiquement significative de la survie sans progression" de la maladie chez les patients, par rapport au traitement de référence actuel.

Renault a progressé de 0,10% à 77,20 euros et Peugeot de 0,31% à 18,08 euros, en retard sur le CAC 40, alors que la Chine, premier marché automobile mondial, prépare "un calendrier" pour interdire la production et de la vente de voitures à carburants fossiles.

A Londres, l'indice FTSE a avancé de 0,49% à 7.413,59 points, tiré par les assureurs. Direct Line Insurance a pris 0,65% à 385,50 pence, RSA Insurance 1,18% à 643,50 pence, Prudential 1,90% à 1.789,30 pence et Aviva 0,69% à 509,50 pence. Le laboratoire pharmaceutique AstraZeneca a gagné 2,09% à 4.890,00 pence après avoir annoncé des résultats prometteurs de plusieurs traitements contre le cancer du poumon.

Des indicateurs chinois encourageants et la fermeté des prix du cuivre ont profité aux géants miniers Glencore (+1,72% à 369,30 pence) et Rio Tinto (+2,15% à 3.678,00

pence). Le pétrolier BP a pris 0,67% à 449,10 pence après avoir introduit en Bourse à New York ses activités dans les oléoducs. L'opérateur télécoms Vodafone (+1,15% à 216,20 pence) va investir 2 milliards d'euros dans la fibre optique en Allemagne d'ici à la fin 2021. Petra Diamonds (-5,67% à 84,85 pence) a dû suspendre ses activités dans une mine en Tanzanie en raison d'une enquête du gouvernement du pays. A Francfort, l'indice DAX a gagné 1,39% à 12.475,24 points, grâce aux assureurs Munich Re (+4,07% à 176,40 euros), Hannover Re (5,38% à 101,80 euros) et Allianz (+2,11% à 183,95 euros), mais aussi à Commerzbank (+3,24% à 10,50 euros) et Deutsche Bank (+2,77% à 13,71 euros). Volkswagen (+0,49% à 133 euros) et BMW (+0,40% à 82,85 euros) ont moins progressé que le marché, Daimler cédant même 0,28% à 64,65 euros, alors que la Chine travaille à un calendrier "pour une interdiction" de la production et de la vente de voitures à carburants fossiles. L'énergéticien Innogy (1,34% à 38,31 euros) a remporté un appel d'offres britannique pour la construction d'une centrale éolienne off-shore. AirBerlin (+9,29% à 34 centimes d'euros) intéresse l'homme d'affaires bavarois Hans Rudolf Wöhr, prêt à mettre sur la table 500 millions d'euros. A Amsterdam, l'indice AEX a pris 0,99% à 523,96 points, mené par le spécialiste de la sécurité numérique Gemalto (+4,30% à 41,40 euros) et le sidérurgiste Arcelor Mittal (+2,31% à 22,80 euros). Le spécialiste de la peinture AkzoNobel a chuté de 0,12% à 78,01 euros.

A Bruxelles, l'indice BEL 20 a pris 1% à 3.977,54 points. La quasi-totalité des 20 valeurs ont progressé, à l'exception du groupe pharmaceutique UCB (-0,07% à 59,28 euros). Plus forte hausse, l'assureur Ageas (+1,74% à 39,15 euros).

A Madrid, l'indice IBEX a

gagné 1,91%, à 10.322,6 points, mené par Banco Santander (+3,35% à 5,52 euros), et sa rivale BBVA (+2,70% à 7,37 euros). Inditex, maison-mère de Zara, a gagné 1,80% à 31,45 euros, Telefonica 1,88% à 9,13 euros, le pétrolier Repsol 1,62% à 14,78 euros et le fabricant d'éoliennes Siemens Gamesa 3,31% à 12,78 euros.

A Milan, l'indice MIB a pris 1,64% à 22.134 points grâce à l'assureur Unipol (+6,7% à 3,756 euros), à la holding Exor (+4,18% à 53,55 euros), et à FincoBank (+3,67% à 7,205 euros). Le sidérurgiste Tenaris a perdu 0,09% à 11,59 euros et Leonardo (aéronautique) 0,07% à 14,71 euros.

A Lisbonne, l'indice PSI 20 a gagné 0,11%, à 5.107,22 points. Parmi les hausses figuraient le papetier The Navigator Company (+2,50% à 3,65 euros), le producteur de liège Amorim (+1,78% à 11,42 euros), le pétrolier Galp Energia (+1,43% à 14,18 euros) et l'électricien (+EDP 1,35% à 3,29 euros). A l'inverse, la banque BCP s'est effondrée de 4,63% à 0,20 euro.

WALL STREET Pousse UN SOUPIR DE SOULAGEMENT

Wall Street a commencé la semaine sur une hausse prononcée, avec un record de clôture à la clé pour l'indice S&P-500, les traders redoutant moins les conséquences économiques de l'ouragan Irma depuis qu'il a été déclassé en tempête tropicale et étant soulagés que la Corée du Nord n'ait pas procédé à un tir de missiles le week-end dernier comme on le craignait.

Rétrogradé en tempête tropicale, l'ouragan Irma, accompagné de puissantes rafales de vents et de pluies torrentielles, a inondé lundi plusieurs villes du nord de la Floride et privé d'électricité près de six millions de personnes.

Mais son impact économique devrait être moins aigu qu'on ne le craignait, du fait même de son déclassement, et cela apaise un marché qui a déjà du digérer l'ouragan Harvey, dont les dégâts sont estimés à 180 milliards de dollars, ce qui érodera quelque peu la croissance du troisième trimestre.

Quant au dossier de la Corée du Nord, le Conseil de sécurité des Nations unies s'apprête à voter ce lundi sur une résolution préparée par les Etats-Unis en vue d'imposer de nouvelles sanctions à Pyongyang, ont confirmé des diplomates.

Le Dow Jones a gagné 259,58 points (1,19%) à 22.057,37 points. Le S&P-500 a pris 2,68 points (1,08%) à 2.488,11 points, un record de clôture. Le Nasdaq

Composite a avancé de 72,07 points (1,13%) à 6.432,26.

Le S&P a gagné 10% depuis le début de l'année et son PER est de proche de 17,6 alors que sa moyenne sur 10 ans est de 14,3, suivant des données de Thomson Reuters.

"Les valorisations ne me préoccupent pas plus que ça", a dit Tim Ghriskey (Solaris Group). "Je ne crois pas qu'elles en soient arrivées à des niveaux tels qu'elles commandent une correction". Les 11 grands indices sectoriels du S&P ont tous fini dans le vert, au premier rang desquels celui des financières (+1,74%), emmené par les assureurs, et celui des high techs, porté par Apple entre autres.

"C'est un rally de soulagement, au vu de l'évolution tant géopolitique que climatique", a dit Neil Massa (Manulife Asset Management). L'indice boursier mondial, qui suit plus de 2.400 actions de sociétés de 47 pays, a atteint un record de 483,65 et est en hausse de 14,6% depuis le début de l'année. L'indice de volatilité du CBOE, surnommé "indice de la peur", a chuté de plus de 11%. Aux valeurs, Apple a gagné 1,81%, à la veille du lancement de son nouvel iPhone, principal contributeur à la hausse du Nasdaq et du S&P-500.

Les assureurs, auparavant sous pression avec cet enchaînement de catastrophes naturelles, ont également progressé: Allstate a pris 1,81%, Chubb 3,57% et Travelers 2,34%.

Le génériqueur Teva a bondi de 19,35%, en réaction à la nomination d'un nouveau directeur général.

Le volume est de l'ordre de six milliards de titres échangés, au-dessus de la moyenne sur 20 séances de 5,8 milliards.

Le dollar s'est repris ce lundi, pour les mêmes motifs que la Bourse, avec son indice en hausse de 0,66% à 91,957. Il s'agit ici aussi d'un rally de soulagement, alors que l'indice avait touché vendredi un plus bas de plus de deux ans et demi de 91,01.

Dans ce contexte un peu plus relâché, les rendements des Treasuries ont logiquement progressé, ceux des maturités courtes et longues ayant inscrit des plus hauts d'une semaine.


L'adjudication de 24 milliards de dollars de notes à trois ans du Trésor a été fraîchement reçue. Ce dernier doit adjuger 20 milliards de dollars de papier à 10 ans mardi et 12 milliards d'obligations à 30 ans le lendemain.

L'or, autre valeur refuge, l'or s'est replié par rapport à son pic de 13 mois inscrit vendredi, cédant 1,3% à 1.329,30 dollars l'once.

Ilyas A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 11 Septembre 2017			
BILLETS DE BANQUE		ACHAT	VENTE
US DOLLAR	1 USD	110.8485	110.8635
EURO	1 EUR	132.9184	132.9697
POUND STERLING	1 GBP	146.1803	146.2579
JAPAN YEN	100 JPY	102.0986	102.1407
YUAN HONG KONG	1 CNH	16.9799	16.9875
SWISS FRANC	100 CHF	11659.6718	11666.1581
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	91.3386	91.3811
DANISH KRONE	100 DKK	1789.0044	1789.5353
SWEDISH KRONA	100 SEK	1394.1103	1395.0008
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1425.4475	1426.3741
ARAB EMIRAT DIRHAM	1 AED	30.1785	30.1842
SAUDI RIYAL	1 SAR	29.5580	29.5628
KUWAIT DINAR	1 KWD	367.8397	368.1338
TUNISIAN DINAR	1 TND	45.8568	46.3177
MAROCCAN DIRHAM	1 MAD	11.8678	11.9407

Séance de cotation des valeurs mobilières du 11 Septembre 2017

	Alliance Assurance	420,00	Capitalisation boursière 12 996 345,00
	EGH El Aurassi	520,00	
Séance de cotation des valeurs du Trésor Rendement maximum 4,79 Rendement minimum 0,00	Saidal	660,00	Indice boursier théorique 1 209,918
	NCA-Rouiba	320,00	

EN AFRIQUE

L'agriculture sera à l'origine de la "révolution tranquille"

L'agriculture sera à l'origine de la "révolution tranquille" en Afrique, en mettant l'accent sur les PME et les petits agriculteurs qui créent des emplois à forte productivité et une croissance économique durable, estime un rapport publié à Abidjan à l'occasion de l'édition 2017 du forum pour une révolution verte en Afrique (AGRF).

Selon le rapport, le pouvoir des entrepreneurs et du libre-marché va porter la croissance économique de l'Afrique à partir de la production alimentaire, dans un marché estimé à plus de 1000 milliards de dollars d'ici l'an 2030.

"L'Afrique a les ressources naturelles potentielles, les compétences, les capacités humaines et la terre susceptibles d'inverser la balance des paiements et de passer du statut d'importateur à celui d'exportateur en consommant des aliments produits en Afrique", a déclaré Agnès Kalibata, présidente de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) à l'occasion du lancement du rapport.

Dr Kalibata a salué ce rapport qui montre que "l'agriculture impliquant une transformation inclusive, qui va au-delà de la ferme pour intégrer l'agro-business sera le chemin le plus sûr et le plus rapide pour l'Afrique si elle veut arriver à ce nouveau niveau de prospérité".

Pour réussir, la révolution agricole africaine doit adopter une "approche inclusive" qui associe les petites exploitations à des entreprises agroalimentaires pour créer des chaînes d'approvisionnement alimentaires et des possibilités d'emploi pour des millions de personnes. Le rapport souligne l'opportunité qui s'offre à l'Afrique de nourrir le continent avec des aliments produits en Afrique, répondant à la demande croissante des populations urbaines dont le nombre est en augmentation sur le continent. Les importations alimentaires de l'Afrique s'élèvent à 35 milliards de dollars par an et devraient atteindre 110 milliards de dollars d'ici 2025. Le rapport insiste sur le soutien des gouvernements pour stimuler et guider la transition en créant un environnement commercial favorable et en investissant 10% du PIB dans l'agriculture, comme recommandé par l'Union africaine (UA) depuis 2003. Le rapport exhorte également les gouvernements à favoriser un secteur de production alimentaire compétitif à l'échelle mondiale par des mesures telles que l'augmentation des investissements dans les infrastructures, dans les cités et les villes secondaires, l'amélioration de la fiabilité de l'approvisionnement en énergie et en eau, la construction de plus grands espaces et la promotion d'un commerce régional ouvert.

Les auteurs demandent aussi aux gouvernements de stimuler de nouveaux partenariats public-privé pour des financements et des systèmes d'assurance plus innovants, pouvant entraîner une résilience accrue des agriculteurs et de leurs ménages.

"Ce partenariat public-privé sera essentiel pour assurer la trinité emploi à haute productivité, croissance économique durable et production alimentaire en Afrique, pour l'Afrique et le reste du monde", conclut le rapport.

Zouhir D.

ADRAR

Bouazgui inaugure une station de traitement de semences à la CCLS

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a procédé lundi à la mise en service d'une station de traitement de semences au niveau de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) au chef-lieu de la wilaya d'Adrar.

Lors de la cérémonie d'inauguration de cette nouvelle installation dotée d'équipements de nouvelles technologies, le ministre a indiqué que cette station, un important acquis pour la région, fait partie de 23 unités concrétisées ces cinq dernières années à travers le pays et portant leur nombre global à 80 stations.

Ces réalisations ont permis l'accroissement des capacités de stockage et de traitement de semences de 3.000 tonnes/jour il y a cinq ans à un total de 10.000 tonnes/jour actuellement, contribuant, ainsi, à la satisfaction des besoins des céréaliers en quantités suffisantes de semences durant les campagnes de labours-semailles, a-t-il souligné.

M. Bouazgui s'est, à cette occasion, félicité de la création du guichet unique au niveau de la CCLS, regroupant différents organismes concernés par l'accompagnement et le financement des activités agricoles et susceptible de consolider les efforts de rapprochement de l'administration agricole des fellahs.



Cette démarche, qui assure un gain de temps, a permis jusqu'ici à 80 agriculteurs d'accomplir leurs procédures et de bénéficier des prêts bancaires pour l'acquisition de semences et intrants agricoles, en prévision du lancement de la campagne de labours-semailles.

"La wilaya d'Adrar est l'une des régions pionnières en termes de surfaces dédiées à la céréaliculture et qui devront connaître, dans le court terme, de nouvelles extensions", a affirmé le ministre de l'agriculture.

Le président du directoire du groupe algérien Agro-logistique, Djahid Zefzaf, a déclaré de son côté, que "le soutien de la maïsiculture demeure en vigueur, en vertu des conventions signées avec les agriculteurs et l'Office national d'aliments de bétail (ONAB) de

Bougob (El-Bayadh), filiale du groupe, prévoyant un soutien de 2.000 DA sur le quintal de maïs dont le prix est établi à 4.500 DA".

Cette déclaration a été favorablement accueillie par les fellahs qui, disent-ils, renforcent leur confiance et les encourage à fournir davantage efforts pour le renforcement de la production de maïs, segment nécessaire à la dynamisation de la production laitière.

Lors de cette seconde journée de sa visite de travail dans la wilaya d'Adrar, M. Bouazgui a procédé à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation, dans le cadre de l'investissement privé, d'un dépôt frigorifique d'une capacité de stockage de 15.000 m3, pour un investissement de 860 millions DA.

Le ministre s'est également enquis, au niveau d'un périmètre

agricole dans la région de Mraguen (Nord de la commune d'Adrar), d'une unité avicole et de production de poules de chair.

Fruit d'un investissement privé, l'unité qui couvre une superficie de 9 hectares a contribué à la résorption du chômage par la création de 70 emplois.

Poursuivant sa tournée de travail à Adrar, M. Abdelkader Bouazgui a pris connaissance, dans la commune du chef-lieu de wilaya, de la pépinière publique relevant de la conservation des forêts où il a salué les efforts menés pour la lutte contre la désertification, la préservation de l'écosystème à travers les projets de renouveau rural, les campagnes de boisement, la réalisation de ceintures vertes et de zones sylvicoles à travers différentes régions de la wilaya.

Lakhdar A.

CÉRÉALES

La Russie se prépare à battre le record de l'URSS

Selon de nouvelles prévisions, la Russie pourrait battre en 2017 le record absolu de récoltes de céréales établi par l'Union soviétique en 1978.

L'agence analytique SovEkon a revu à la hausse ses prévisions concernant les récoltes de céréales en Russie en 2017. Elles devraient atteindre cette année les 133 millions de tonnes, lit-on sur le site de l'agence. "Le record absolu de 127,4 millions de tonnes enregistré en 1978 sera très probablement battu", indique l'agence dans un communiqué. Selon les nouvelles prévisions de SovEkon, les récoltes de blé devraient s'établir en 2017 à 81,1 millions de tonnes, celles d'orge atteindraient les 20 millions. Dans le même temps, l'agence a révisé à la baisse ses prévisions concernant les récoltes de maïs. En raison de conditions météorologiques défavorables dans le sud de la Russie, elles devraient s'établir à 15,2 millions de tonnes. Auparavant, le ministre russe de l'Agriculture Alexandre Tkatchev a estimé que les exportations russes de blé pourraient atteindre 40 millions de tonnes en 2017-2018, un niveau également record.

DES EXPORTATIONS RECORD DE BLÉ

La Russie prévoit un nouveau record en

matière d'exportations de céréales lors de la campagne en cours en dépit d'un temps humide.

Les exportations russes de blé pourraient atteindre 40 millions de tonnes en 2017-2018, soit un niveau record, a affirmé le ministre russe de l'Agriculture Alexandre Tkatchev. "Il est certain que toutes les conditions sont réunies pour que nous soyons les premiers en matière d'exportations de blé", a déclaré le ministre.

Selon M. Tkatchev, en 2017, les récoltes de blé en Russie devraient se chiffrer à entre 105 et 110 millions de tonnes au total. Précédemment, le ministre avait estimé que la Russie serait en mesure d'arriver à un niveau d'exportations de l'ordre de 38 millions de tonnes. Sur la campagne précédente (juillet 2016-juin 2017), les exportations ont atteint 35 millions de tonnes en Russie, dont 27 millions de tonnes de blé, soit un record pour la période post-soviétique.

L'UE ALLOUE 1,5 MD AUX FERMILIERS MALMENÉS PAR L'EMBARGO RUSSE

Les contre-sanctions de la Russie, introduites en réponse aux sanctions antirusse imposées par l'UE, ont fait perdre aux agri-

culteurs européens des milliards d'euros. L'UE tente désormais de soutenir ses fermiers. L'UE a accordé aux fermiers européens près de 1,5 milliards d'euros d'assistance suite à l'introduction de l'embargo alimentaire par la Russie en 2014, a déclaré jeudi le commissaire européen à l'Agriculture, Phil Hogan. "L'Union européenne a perdu 5,3 milliards d'euros d'exportations en raison de l'embargo russe. Et l'Union européenne a répondu aux sanctions pour aider les agriculteurs. 1,5 milliard d'euros supplémentaires ont été mobilisés par l'Europe pour aider nos agriculteurs", a déclaré M. Hogan aux journalistes.

En 2014, suite à la réunification de la Crimée avec la Russie, l'Union européenne a introduit des sanctions antirusse, et Moscou a répondu en limitant les importations alimentaires, y compris celles de viande, de poisson, de fruits de mer, de fruits et les produits laitiers des pays ayant soutenu les sanctions. En juin, le Conseil de l'Union européenne a annoncé l'extension officielle des sanctions antirusse jusqu'au 31 janvier 2018. La Russie, en réponse, a étendu ses contre-mesures concernant les pays occidentaux jusqu'au 31 décembre 2018.

Ahmad K.

APPLE

La marque à la pomme présente ses nouveautés

Avec un nouveau quartier général à inaugurer et le dixième anniversaire de l'iPhone à célébrer, le menu de la keynote de rentrée d'Apple s'annonce pour le moins copieux cette année. La marque à la pomme a présenté ses nouveautés ce mardi 12 septembre à Cupertino, en Californie.



eu à cœur de démontrer sa capacité à innover. Trois nouveaux iPhone sont attendus : les iPhone 8 et 8 Plus, versions améliorées de la dernière génération, et un iPhone X inaugurant un large écran tactile OLED bord à bord et un nouveau système de reconnaissance faciale en remplacement de l'actuel lecteur d'empreintes digitales Touch ID. Selon les analystes, la firme à la pomme devrait lancer un appareil haut-de-gamme, baptisé "iPhone X", à prononcer "10" en l'honneur des dix ans du mobile, qui a révolutionné le secteur et s'est déjà écoulé à plus d'1,2 milliard d'exemplaires.

Autant dire que le groupe américain est attendu au tournant, après avoir peiné ces dernières années à apporter des nouveautés renversantes à son produit star. "La présentation de

l'iPhone cette année est de loin la plus attendue, compte tenu du fait que l'on s'attend au changement de design le plus important depuis l'iPhone 6 (en 2014, NDLR) et à ce que le nouvel appareil apporte des fonctionnalités révolutionnaires", écrit dans une note Amit Daryanani, analyste chez RBC Capital Markets.

AU MOINS 1.000 DOLLARS

L'iPhone-anniversaire pourrait être doté d'un écran dernier cri OLED, offrant une image plus nette et plus contrastée, et qui recouvrirait la quasi-totalité de la surface du téléphone, faisant disparaître le fameux bouton rond "Home" habituellement situé sous l'écran.

Le déverrouillage se ferait alors par reconnaissance faciale en 3D grâce à un deuxième appareil photo. Des fonctions 3D qui

pourraient aussi servir à lancer pleinement l'iPhone dans la réalité augmentée. Utilisée dans les jeux vidéos (pour insérer des personnages dans un univers réel) ou dans la décoration d'intérieur (pour tester la couleur d'un nouveau canapé dans son salon), la réalité augmentée est considérée comme un axe d'avenir majeur pour les mobiles.

L'appareil devrait aussi avoir une façade arrière en verre plutôt qu'en métal et permettre le chargement sans fil, une fonction particulièrement attendue des amateurs, selon les analystes. Toutes ces nouveautés auront un coût: l'iPhone X pourrait démarquer à 1.000 dollars (environ 840 euros) voire 1.200 ou 1.400 dollars selon les différents rumeurs. A ce prix-là, "il va falloir qu'il soit magique" et "qu'il crée l'envie", relève l'analyste indépendant Rob Enderle.

Le grand rival d'Apple, le sud-coréen Samsung, vient lui-même de lancer son smartphone haut-de-gamme grand format, le Note 8, qui sera disponible à partir de vendredi pour un prix avoisinant les 1.000 dollars aux Etats-Unis.

TROIS IPHONE

Outre ses fonctionnalités, amateurs et analystes scrutent la date de commercialisation de l'iPhone. Des rumeurs persistantes font état de retards sur les chaînes de montage en Asie, ce qui pourrait conduire Apple à lancer son nouvel appareil en

quantité limitée dans un premier temps. Apple devait aussi lancer des versions améliorées, mais plus classiques, de l'iPhone: un "8" et un "8 Plus", avec notamment des batteries à la durée de vie plus longue ou de plus grandes capacités de stockage.

Le groupe pourrait aussi présenter un nouveau modèle d'AppleTV, capable de diffuser des programmes en 4K (ultra haute définition) ou encore la version 3 de sa montre Apple Watch, qui serait capable de se connecter directement aux réseaux mobiles, sans passer par l'iPhone. Apple et le sud-coréen Samsung règnent sur les smartphones avec environ 12 et 23% du marché respectivement, mais doivent faire face à la concurrence croissante des groupes chinois, en particulier Huawei, qui a vendu plus de téléphones qu'Apple cet été, selon le cabinet Counterpoint Research.

L'Américain a encore vendu plus de 41 millions d'iPhone entre avril et juin (+1,6% sur un an) pour 25 milliards de dollars, soit 45% de son chiffre d'affaires total. Selon le cabinet Gartner, il s'est vendu 366 millions de smartphones au deuxième trimestre (+6,7% sur un an) et 341,6 millions d'unités (-1,3%) selon IDC. Cette présentation sera la première à être organisée au nouveau siège du groupe à Cupertino, au sud de San Francisco (Californie, ouest), un vaste bâtiment rond aux allures de soucoupe volante.

SAMSUNG

Le Galaxy Note 9 pourrait se plier en deux

Samsung va-t-il lancer proposer des écrans pliables avec le Samsung Galaxy Note 9 en 2018 ? C'est bien possible, selon un cadre supérieur du groupe sud-coréen. Le Samsung Galaxy Note 8 a donc été présenté le 23 août. Comme souvent avec ce genre de terminal, c'est l'écran qui retient d'abord l'attention avec une diagonale de 6,3 pouces - ce n'est pas par hasard qu'on le classe dans la catégorie des phablettes -, un affichage AMOLED, une définition QHD avec un ratio de 18,5:9 et une esthétique sans bordure. Mais l'écran du Galaxy Note 8 pourrait être le dernier à avoir une "géométrie fixe". En effet, la prochaine itération de la gamme est susceptible d'être équipée d'un écran... pliable. C'est ce qu'a déclaré Koh Dong-jin, le président des opérations de Samsung Electronics dans le mobile, à l'Associated Press. "Notre objectif actuel est l'année prochaine", a-t-il confié. 2018, donc.

NOTRE OBJECTIF ACTUEL EST L'ANNÉE PROCHAINE

Sans en préciser la nature, l'intéressé a fait remarquer que des obstacles demeurent à la généralisation du procédé permettant de produire en masse des écrans pliables. Dès lors, le calendrier de 2018 a des chances d'être repoussé à une date ultérieure. Ce ne serait pas la première fois : en 2016, l'entreprise sud-coréenne devait lancer deux modèles avec ce type d'écran pour cette année. "Nous traitons en profondeur plusieurs problèmes que nous devons surmonter, car nous ne voulons pas nous contenter d'en fabriquer quelques-uns, en vendre quelques-uns et en finir. On veut entendre que Samsung a

fait un très bon produit", a-t-il ajouté, cité cette fois par Reuters.

UN RECORD DE PRÉCOMMANDES POUR LE GALAXY NOTE 8

Samsung Electronics a annoncé hier avoir enregistré avec le nouveau Galaxy Note 8 un niveau sans précédent de précommandes pour un smartphone de la gamme Note, avec une demande sur cinq jours supérieure d'environ 2,5 fois à celle de son prédécesseur. Le géant sud-coréen de l'électronique mise sur cet appareil haut de gamme pour conforter son leadership dans la téléphonie mobile alors qu'Apple doit lancer ce mardi soir une nouvelle génération d'iPhone pour les 10 ans de son smartphone. Le Note 8 sera commercialisé à partir de vendredi dans plusieurs pays, notamment aux Etats-Unis et en France. Quelque 650.000 précommandes ont été enregistrées en cinq jours dans une quarantaine de pays, ce qui représente, selon DJ Koh, le président de la branche communication mobile de Samsung Electronics, un début "très encourageant". Le Galaxy Note 8 succède au Note 7, un appareil qui avait été retiré du marché en octobre 2016 quelques semaines seulement après son lancement après plusieurs cas de combustion spontanée, ce qui avait terni l'image de marque de Samsung et amputé son bénéfice de 6.100 milliards de wons (4,88 milliards d'euros) sur trois trimestres. Malgré ce fiasco commercial et industriel, Samsung avait décidé de conserver la marque Note à la suite d'une étude auprès de 5.000 utilisateurs du Galaxy Note indiquant que 85% d'entre eux restaient fidèles à la mar-

que, a expliqué DJ Koh lors d'une présentation pour la presse à Séoul. Le Note 8, vendu par les opérateurs aux Etats-Unis entre 930 et 960 dollars (778-803 euros), figure parmi les smartphones les plus chers au monde.

LA GALAXY TAB A OFFICIELLEMENT LANCÉE

D'autre part et sans surprise, Samsung dévoile la nouvelle Galaxy Tab A, un produit qui viendra concurrencer à l'évidence le dernier iPad classique. Pourvue d'une fiche technique entrée de gamme, elle sera vendue 250 euros environ.

Sans grande surprise après la fuite de la fin de la semaine, Samsung a dévoilé sa nouvelle tablette entrée de gamme sur le site officiel de sa filiale vietnamienne. Elle s'appelle Galaxy Tab A (2017), et non Galaxy Tab A2 S (du moins là où elle a été annoncée) et introduit la troisième génération de tablette dans la série A (comme pour les smartphones dont la troisième génération a été présentée en début d'année). La fiche technique ne présente pas non plus de surprise, puisqu'elle reprend avec exactitude ce que nos confrères de WinFuture ont dévoilé il y a quelques jours.

PLATE-FORME CLASSIQUE

Récapitulons donc. La Galaxy Tab A (2017), proposée ici en version 8 pouces (mais il pourrait y en avoir d'autres prochainement), dispose d'un écran WXGA (1280 x 800), soit l'équivalent du 720p pour un écran 16/10e. Sa résolution est donc de 189 pixels par pouce. Sous l'écran se cache un Snapdragon 425, un chipset quad-core cadencé à 1,4 GHz, 2 Go de

mémoire vive, 16 Go de stockage (un peu moins de 10 Go disponibles pour l'utilisateur) et une batterie confortable offrant une capacité de 5000 mAh. L'équipement de la tablette inclut également un lecteur de carte mémoire (microSDXC jusqu'à 256 Go), un logement pour carte SIM (avec connexion LTE catégorie 4), un port microUSB, un port jack 3,5 mm, un capteur GPS (Glonass et Beidou), un modem WiFi n dual band et Bluetooth 4.2, un capteur photo de 8 mégapixels et une webcam de 5 mégapixels. Elle fonctionne avec Android 7.1 Nougat avec interface Samsung. Sa coque est partiellement métallique. Elle mesure 8,9 mm d'épaisseur et elle pèse 364 grammes.

CONCURRENTE DU DERNIER IPAD D'APPLE

La tablette est vendue en noir ou en doré au prix de 4,5 millions de dong vietnamiens, ce qui se traduit par 250 euros, un prix assez abordable pour une ardoise qui comprend un modem 4G. Si elle parvient jusqu'aux états français, son nom pourrait rester le même, puisque Samsung utilise cette nomenclature en Europe, et son prix devrait être assez proche. La Galaxy Tab A 8.0 (2016) est actuellement en vente dans l'hexagone à 230 euros. Cette tablette se positionne évidemment face au dernier iPad classique d'Apple. Cette ardoise a été officialisée en mars dernier et reprend le positionnement des iPad Air avec un écran de 9,7 pouces et une plate-forme devenue aujourd'hui milieu de gamme (c'est la plate-forme de l'iPhone 6S de 2015). L'iPad est vendu à partir de 409 euros en France.

TUNISIE

Le parlement approuve le remaniement ministériel

L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) de Tunisie a approuvé, tard dans la soirée de lundi, le remaniement ministériel partiel dont 13 ministres et 7 secrétaires d'Etat proposés par le chef du gouvernement Youssef Chahed.



Chaque membre de ce remaniement, ayant été voté chacun à part par les députés présents au siège de l'ARP, était dans l'obligation de jour d'une majorité absolue, soit 109 voix. Mis à part le secrétaire d'Etat aux Transports (125 voix), tous les autres membres de cette composition ont bénéficié d'au moins 133 voix favorables, tandis que les deux ministres de la Défense et des Finances ont eu la confiance la plus remarquable avec 153 voix favorables, chacun.

METTRE L'ACCENT SUR LES PRIORITÉS

Le chef du gouvernement Youssef Chahed a souligné, dans sa réponse aux interventions des députés, lors de la plénière sur le vote de confiance aux nouveaux membres de son cabinet, qu'il a exercé ses prérogatives constitutionnelles dans le remaniement ministériel sans "calculs politiques". Il a justifié ce remaniement notamment par les vacances dans trois ministères (éducation, finances et développement et investissement) et la réponse aux critiques formulées précédemment par les députés sur le rendement de certains départements. "Je me suis attelé à restructurer le gouvernement en mettant l'accent sur les priorités, redonnant un nouveau souffle au cabinet ministériel et en conser-

vant l'esprit de l'union nationale formulée par le pacte de Carthage", a-t-il affirmé. Il a souligné que "l'action du gouvernement dépasse les personnes, attestée par le programme étalé jusqu'à 2020", tout en rappelant les mesures prises pour relever le taux de croissance en réactivant les moteurs de la relance (exportations, tourisme, phosphates) et en introduisant des réformes. Répondant aux interrogations sur la lutte contre la corruption, Youssef Chahed a indiqué que son gouvernement "n'a pas lancé des slogans mais a très vite agit", réaffirmant la détermination du gouvernement à poursuivre cette

bataille en soumettant au parlement plusieurs projets de loi avant la fin de l'année portant sur les transactions publiques et l'administration électronique.

Il a fait état également de la création d'une commission sur l'exploitation des ressources naturelles qui sera présidée par une personnalité nationale et dont l'annonce sera faite la semaine prochaine. "La bataille que nous livrons sur plus d'un front exige la détermination et la persévérance ainsi que des sacrifices partagés entre tous les partenaires, les partis et les organisations", a-t-il ajouté. Le chef du gouvernement tunisien a appelé

à ce propos les partis et organisations nationales à s'entendre sur un calendrier pour la mise en œuvre des réformes, sur la base d'un processus concerté. Pour se faire, il a sollicité le soutien politique au gouvernement dans la mise en œuvre de ces réformes et la sensibilisation du peuple à ce sujet. "La feuille de route vers les réformes s'est basée sur la relance de l'économie à travers les réformes et un programme d'investissements ambitieux accompagnés par des politiques sociales", a-t-il affirmé. Il a estimé, à cet égard, que la réalisation de la croissance "exige une stabilité politique, une paix sociale et une unité nationale". Chahed a annoncé, par ailleurs, que le gouvernement a mis en place un plan de réformes détaillées en collaboration avec des experts soumis mardi dernier aux partis et organisations nationales pour l'enrichir. "Le plan de réformes exige une vision complémentaire et il importe de ce fait que les lois des finances des trois prochaines années englobent toutes les lois de réformes", a-t-il fait valoir.

A propos de la monnaie, le chef du gouvernement a indiqué que son gouvernement s'attèle à

trouver une solution à la crise du dinar "dont les prémices positifs se feront sentir dans les prochains mois".

LA TUNISIE A BESOIN D'UNIFIER SES RANGS

Pour sa part le président de l'Assemblée des représentants du peuple tunisiennes (ARP), Mohamed Ennaceur, a indiqué que son pays a besoin aujourd'hui d'unifier ses rangs et ses forces pour relever les défis, et réaliser les réformes qu'elle ambitionne, à l'ouverture de la plénière consacrée au vote de confiance aux membres du gouvernement, proposés lors du dernier remaniement ministériel.

L'unité nationale ne peut avoir lieu que sur la base d'un consensus autour des objectifs et des moyens garantissant la réussite, ainsi que d'une contribution solidaire de l'ensemble des Tunisiens à l'effort et au sacrifice, a affirmé le chef du perchoir. Le pays a besoin de signaux d'espoir pour se rassurer sur l'avenir collectif et individuel, a-t-il dit, ajoutant qu'il est de la responsabilité du gouvernement, au cours de cette étape, de donner de l'espoir à l'ensemble des Tunisiens.

Ferimex International veut approvisionner la Libye en médicaments

Le groupe tunisien Ferimex International, actif dans le domaine des industries pharmaceutiques a annoncé sa participation à un appel d'offres international, lancé par la Libye pour l'approvisionnement, durant les trois prochaines années, du marché libyen en médicaments, dans le cadre d'un marché d'une valeur de 500 millions de dollars (soit l'équivalent de 1211 millions de dinars- MD), a déclaré, lundi, à TAP, Abdallah Ferchichi, président du groupe. Il a ajouté que la participation de ce collectif de sociétés tunisiennes à ce mar-

ché, auquel l'inscription a été ouverte le 20 août et se poursuivra jusqu'au 17 septembre courant, vise "à approvisionner ce pays frère en médicaments spécifiques et génériques et en équipements et appareillages destinés aux laboratoires.

Les sociétés participantes à cette offre doivent enregistrer, au préalable, leur inscription au ministère libyen de la Santé, a indiqué Ferchichi, soulignant que plusieurs sociétés internationales participent à cet appel d'offres. "Le groupe tunisien d'industrie pharmaceutique tient à décrocher une

partie de ce marché", a lancé le responsable, rappelant que le secteur des industries pharmaceutiques en Tunisie a enregistré une évolution de 164% au cours des cinq dernières années et une progression annuelle de la valeur ajoutée de l'ordre de 25%.

"Le développement des exportations des médicaments permettra de créer de nouveaux postes d'emploi, notamment au profit des diplômés de l'enseignement supérieur, étant donné que 40% des emplois créés par cette filière sont destinés aux diplômés", a-t-il dit.

MARCHÉ AFRICAIN DE L'ASSURANCE

Le Maroc en deuxième position

Avec un volume de 35,1 milliards de DH de primes émises en 2016 des quinze compagnies que compte le secteur, le Maroc ressort comme le deuxième marché africain de l'assurance derrière l'Afrique du Sud, et le 49ème à l'échelle mondiale.

Le marché marocain de l'assurance bénéficie d'une dynamique tirée par une augmentation des primes qui ont atteint les 3,48 en 2016. Si l'on en croit les chiffres de la dernière étude du réassureur Swiss Re, ce même taux -- qui représente le prix que l'assuré doit payer pour pouvoir bénéficier de la couverture d'assurance en cas de sinistre -- serait de 5,57% en Espagne, de 5,85% au Portugal, tandis qu'il ne dépasserait pas 0,64% en Egypte ou encore 0,27% au Nigéria.

Relayé par le portail de l'actualité économique challenge.ma, le rapport du réassureur zurichois évoque un secteur "mature". Le document fait valoir entre autres un niveau d'encadrement avancé assuré par l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS). Le régulateur a en effet enclenché une batterie de mesures afin d'endurcir son cadre réglementaire, à travers notamment l'instauration de règles strictes

sur les encaissements et reversements de primes, ainsi que le renforcement des garanties obligatoires. Ce qui a donné lieu à un secteur bien-fondé, relativement concentré. A l'instar de certains marchés mondiaux avancés, le Maroc compte une quinzaine de compagnies d'assurance et de réassurance. Une concentration avantageuse qui permet aux acteurs du secteur de faire face aux engagements pris vis-à-vis des clients. Contrairement à d'autres pays du continent comme le Kenya ou le Nigéria, où opèrent respectivement 34 et

51 compagnies d'assurance, le Royaume a le privilège de s'exporter à l'international, à l'image d'assureurs marocains comme Saham Assurance, RMA, Wafa Assurance ou Atlanta.

Si le marché de l'assurance poursuit sa croissance au niveau national, c'est avant tout grâce à la branche automobile. Le spécialiste de la réassurance fait valoir l'offre d'assurance automobile marocaine, les primes émises de celle-ci estimées à près de 10 milliards de DH en 2016. Une prédominance de l'automobile qui repré-

sente près de 30% des émissions de primes d'assurance au Maroc.

En termes de couverture, les assureurs marocains proposent une offre à l'image de celles commercialisées sur des marchés développés. Outre la garantie Responsabilité Civile obligatoire et des classiques vol, incendie, collision..., les compagnies présentent à leurs assurés une large gamme de garanties, à savoir les dommages au véhicule, la perte financière, le rachat de vétusté, etc.

COOPÉRATION

Le Royaume renforce ses liens avec l'Italie et le Japon

Le Maroc et l'Italie ont signé récemment un accord de partenariat pour promouvoir leur coopération dans le domaine de la publication des dispositions du droit international humanitaire.

Cette convention a été

signée par la présidente de la Commission nationale du droit international humanitaire, Farida Khamlichi, et le directeur de l'Institut international de droit humanitaire (Italie), Fausto Pocar.

D'autre part, la sécurité énergétique a été au centre

d'entretiens, lundi à Rabat, entre le président de la commission d'agriculture et des secteurs productifs, Larbi Larachi, et le président de la commission de l'énergie et des ressources naturelles à la Chambre des Conseillers du Japon, Genjiro Kaneko.

Cette rencontre a été l'occasion de mettre en exergue la qualité des liens d'amitié historiques entre les deux pays, basée sur la coopération mutuelle dans les domaines politique, économique, financier et culturel.

RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL EN FRANCE

Macron face à l'épreuve de la rue et des grèves

Emmanuel Macron a fait face mardi à la première mobilisation sociale de son quinquennat, avec des perturbations dans les transports dès le matin, avant les manifestations contre la réforme du Code du travail que le Président est déterminé à mener à terme.



attendre "du monde" avec près de 200 manifestations et 4.000 appels à la grève.

Plafonnement des indemnités prud'homales, fusion des instances représentatives du personnel dans les entreprises, réforme du compte pénibilité, place accrue pour l'accord d'entreprise... ce projet reprend plusieurs promesses de campagne du président Macron.

Si pour le Medef et la CGPME, il va "déverrouiller la peur d'embaucher", les syndicats y voient un texte "libéral" dans le prolongement de la très décriée loi travail.

Face à un front syndical désuni, le chef de l'État, qui sera au même moment dans les Petites Antilles dévastées par l'ouragan Irma, n'a pas l'intention de céder, "ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes", une déclaration faite vendredi qui a déclenché l'ire de responsables syndicaux et politiques. Et qui rappelle celles, "à l'emporte-pièce de Sarkozy", a raillé Laurent Berger, numéro un de la CFDT.

"NOUS TIENDRONS"

L'enjeu est d'autant plus important pour M. Macron --qui espère que cette réforme va faire "gagner la bataille du chômage de masse"--, que l'exécutif envisage d'autres réformes sociales importantes dans les mois à venir: assurance chômage, apprentissage, formation professionnelle et retraites.

"Nous tiendrons", a lancé le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, quand Christophe Castaner, le porte-parole du gouvernement, a relevé que "le débat social ne se mesure pas seulement à la rue et à la manifestation". La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a refusé de s'avancer sur les conséquences de la mobilisation, jugeant que "ce n'est pas le sujet".

La séquence est toutefois délicate pour le président de la République, en chute dans les sondages après l'annonce de mesures impopulaires comme le rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires

ou le coup de rabot sur les aides au logement, rappellent les politologues.

Pour maintenir la pression, la CGT a déjà appelé à une autre mobilisation, le 21 septembre, à la veille de la présentation du projet en Conseil des ministres et deux jours avant celle de La France Insoumise.

"COUP D'ÉTAT SOCIAL"

Si FO ne s'associe pas à la fronde de la CGT, de la FSU, de Solidaires et de l'Unef, contrairement à celle contre la loi travail en 2016, une partie de ses militants ont décidé de défilé.

Tout comme certaines sections CFDT, CFE-CGC, CFTC ou Unsa, qui ne comprennent pas que leurs directions nationales, pourtant très critiquées à l'égard du projet, ne s'associent pas à l'appel. "La CFDT sait organiser des manifestations (...) mais on n'a pas besoin de faire une démonstration de faiblesse", a expliqué M. Berger. Des politiques de l'opposition viendront gonfler les rangs des défilés. Jean-Luc Mélenchon doit battre le pavé à Marseille contre ce qu'il qualifie de "coup d'État social". A Paris, l'ex-candidat socialiste à la présidentielle Benoît Hamon, Olivier Besancenot (NPA) ou encore Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste, défilent dans le cortège, qui doit partir à 14H00 de Bastille pour se diriger vers la place d'Italie.

Alors que des violences avaient parasité les manifestations contre la loi travail, M. Castaner a dit craindre des "débordements" et renvoyé la responsabilité "aux organisateurs", assurant que la CGT avait un "savoir-faire" en la matière.

En 2016, le gouvernement Valls et les syndicats s'étaient déjà renvoyé la balle à propos de leurs responsabilités respectives

concernant la sécurité des défilés. La préfecture de police de Paris n'a pas souhaité commenter les moyens déployés.

"TRAFFIC SNCF CONFORME AUX PRÉVISIONS"

Le trafic SNCF était conforme aux prévisions mardi, journée marquée par un appel à la grève contre les ordonnances réformant le code du travail, avec entre 50 et 80% des trains sur les lignes de banlieue parisienne, et un trafic TGV normal.

La circulation est "conforme aux prévisions" et la "majorité des lignes fonctionnent normalement", a indiqué à l'AFP un porte-parole de la SNCF, expliquant que les usagers "ont anticipé et sont arrivés tôt" dans les gares de banlieue mardi matin.

Les prévisions communiquées lundi prévoyaient un train sur 2 sur le RER B, cogéré avec la RATP, tout comme sur la ligne R du Transilien, 2 trains sur 3 sur les lignes C et D, et entre 3 trains sur 4 et 4 sur 5 sur les lignes N et U, ainsi que des perturbations sur certains TER en régions.

Sur les lignes Intercités, les prévisions allaient de 1 train sur 2 à 9 sur 10. Quant aux TGV, Eurostar et Thalys, ils circulaient normalement, a confirmé le porte-parole.

Côté RATP, là aussi la circulation est "conforme aux prévisions", indique-t-on. Celles-ci prévoyaient 2 trains sur 3 sur la portion du RER A géré par la RATP, 1 sur 2 sur le RER B, et un trafic normal pour les métros.

Dans les deux entreprises, CGT et SUD ont appelé à la grève contre les ordonnances réformant le code du travail. A la SNCF, les syndicats FO et First, non représentatifs, appelaient aussi à la mobilisation.

Mustapha S.

BREXIT

Le budget de la PAC sous pression

Seule politique européenne financée à 100% par l'Union, la Politique agricole commune (PAC) est de nouveau au cœur d'une réflexion pour une réforme après 2020, sous la menace de voir son budget réduit au profit de nouvelles initiatives.

"JE SUIS EN POLITIQUE DEPUIS 32 ANS."

Et je n'ai jamais vu une discussion dans le contexte du budget de l'UE sans que tout le monde ne veuille récupérer de l'argent attribué à l'agriculture. Parfois ils réussissent, parfois non", a reconnu Phil Hogan, le commissaire européen à l'Agriculture lors d'une réunion début septembre à Tallinn.

Depuis le milieu des années 1980, la part de la PAC dans le budget européen a été réduite de moitié, pour en représenter un peu moins de 40%. Dans le même temps, avec l'élargissement, le nombre d'agriculteurs a été multiplié par deux.

Elle a vu d'importantes réformes, en particulier sur les aides directes (70% du budget de la PAC) qui ne sont plus corrélées aux types et volumes de production, et désormais pour un tiers liées au respect

de certaines pratiques agricoles durables.

Mais les ambitions de la Commission Juncker et les nouveaux défis à relever -- défense, sécurité, lutte antiterroriste, migration -- risquent de peser sur les fonds de la politique agricole.

Fin juin, la Commission a publié un "document de réflexion" sur "l'avenir des finances de l'UE". Et dans les cinq scénarios qu'elle imagine, quatre supposent un budget moins élevé pour la PAC.

M. Hogan le concède, il va se retrouver "sous une pression certaine question finances" pour son budget. D'autant plus que le départ prévu du Royaume-Uni de l'UE va laisser un trou de 12 milliards d'euros dans le budget après 2020.

Une des solutions, optimiste, serait que les Etats membres augmentent leur contribution nette au budget.

Dans une étude portant sur l'effet du Brexit sur le budget de l'UE, Jörg Haas et Eulalia Rubio, chercheurs à l'Institut Delors, estiment qu'"en ce qui concerne la politique agricole commune, l'impact d'une hausse des contributions serait distribué entre un moins grand nombre de pays". Ainsi l'Allemagne pourrait voir ses contributions à la PAC augmenter d'1,2

milliard d'euros.

"Les pays les plus affectés par le Brexit dans ce domaine sont probablement ceux qui sont déjà plus ouverts à une réforme du modèle financier de la PAC", notent les deux auteurs. "La seule exception, qui pourrait créer la surprise, c'est la France, qui a traditionnellement été un fervent défenseur de la PAC mais qui en est un contributeur net aujourd'hui et paierait encore davantage après le Brexit", poursuivent-ils.

SAUVER LE BUDGET

Le document de réflexion sur l'avenir des finances de l'UE avance une proposition clé pour la PAC, bien loin de faire l'unanimité: le co-financement par les Etats membres des aides directes, accompagné d'une réforme visant à réduire les paiements directs aux grandes exploitations.

"Le budget agricole doit être sauvegardé. Il est nécessaire de maintenir l'autonomie budgétaire en Europe", soutient Michel Dantin, co-auteur avec le ministre allemand de l'Agriculture, Christian Schmidt, d'un rapport pour son groupe, le PPE (conservateur), principale force poli-

tique au Parlement européen. Selon eux, le co-financement "reviendrait à renationaliser la PAC et pourrait potentiellement fausser le marché unique". Pour le ministre portugais de l'Agriculture, Capoulas Santos, la solution est de donner un rôle pivot aux agriculteurs dans l'une des grandes batailles politiques à venir: la lutte contre le changement climatique. "Pour défendre un bon budget, les agriculteurs doivent devenir des défenseurs de l'environnement", a-t-il assuré. L'eurodéputé socialiste français Eric Andrieu confesse à l'AFP son agacement devant la frilosité du débat sur la réforme de la PAC. "Tous les budgets agricoles d'autres Etats-continentaux, le Brésil, la Chine en particulier, ont été majorés", observe-t-il.

"On traite de la santé humaine, de l'environnement, de l'emploi et des territoires. Il faut des politiques publiques pour accompagner, mais il faut d'abord fixer le niveau de objectifs", plaide M. Andrieu. "Autrement la sécurité alimentaire en Europe, dans les 15 ou 20 ans qui viennent, au regard du contexte climatique, technologique et économique, sera menacée si on ne mène pas une vraie réforme".

Kamel A.

ONU-CORÉE DU NORD

De nouvelles sanctions adoptées

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté lundi à l'unanimité et à l'initiative des États-Unis une nouvelle résolution de sanctions contre la Corée du Nord, interdisant notamment ses exportations de textile et réduisant ses approvisionnements en pétrole.

Cette huitième série de mesures, approuvée par la Chine et la Russie, les plus proches soutiens de la Corée du Nord, vise à punir ce pays pour son essai nucléaire du 3 septembre. Par ses sanctions, chaque fois plus sévères, l'ONU espère pousser Pyongyang à négocier ses programmes nucléaires et balistiques.

Pour les États-Unis, le Royaume-Uni, la France ou l'Italie, la résolution adoptée lundi est "très solide", "équilibrée" et permet à l'ONU d'affirmer "l'unité" et "détermination".

"Nous ne cherchons pas la guerre", a assuré l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, qui avait la semaine dernière assuré que Pyongyang "ne



demandait que ça". Lundi, elle a admis que la Corée du Nord n'avait "pas franchi un point de non-retour". Séoul a salué l'adoption de cette résolution, la qualifiant "d'avertissement sévère" pour Pyongyang.

"La Corée du Nord doit comprendre que la dénucléarisation est la seule voie lui garantissant sécurité et développement économique", ajoute le gouvernement sud-coréen dans un communiqué.

A Tokyo, le Premier ministre Shinzo Abe a "hautement apprécié" la résolution "rapide" et "forte".

Le premier projet de texte américain était "maximal" sur "absolument tout", selon les termes d'un diplomate. Il prévoyait un embargo total sur le pétrole, les produits pétroliers et le gaz, le renvoi en Corée du Nord de ses expatriés, le gel des avoirs de Kim Jong-Un, l'interdiction d'importer du textile nord-coréen et des inspections par la force de navires en haute mer suspects de violer les résolutions de l'ONU.

PRÉTENTIONS À LA BAISSÉ

Pour s'assurer du soutien de la Russie et de la Chine lors du vote, Washington a dû cependant revoir à la baisse ses prétentions.

Après plusieurs jours de négociations intensives, l'embargo sur le gaz naturel a été gardé.

Mais la résolution prévoit de limiter les livraisons de brut à destination de la Corée du Nord à ce qu'elles ont été ces 12 derniers mois. Pékin ne publie aucun chiffre sur ses exportations vers la Corée du Nord, qui sont estimées à quatre millions de barils par an. La résolution limite également à deux millions de barils par jour les livraisons de produits raffinés.

Cela représente une réduction de 10% des produits pétroliers, selon le département américain de l'Énergie, qui estime à 2,2 millions de barils les importations nord-coréennes. Pyongyang importe essentiellement de l'essence et du diesel de Chine, selon les États-Unis. Lors des discussions, le gel des avoirs du dirigeant nord-coréen, dont Moscou

ne voulait pas, a été retiré du texte. Les États-Unis ayant assuré ne pas vouloir de changement de régime, il est difficile de viser directement Kim Jong-Un, a plaidé Moscou, selon une source diplomatique. L'interdiction concernant le textile n'a pas posé de problème. Le texte interdit la délivrance de nouveaux permis de travail aux quelques 93.000 Nord-Coréens qui travaillent à l'étranger et constituent une importante source de revenus pour le régime. Des experts se sont montrés sceptiques sur la portée de ce texte, relevant que les précédentes sanctions n'avaient pas empêché que les programmes nucléaire et balistique fassent de remarquables progrès.

"Ce n'est pas suffisant pour faire mal", a estimé Go Myong-Hyun, de l'Institut d'études politiques. Pour Kim Hyun-Wook, professeur à l'Académie diplomatique nationale de Corée, "les sanctions donnent à Pyongyang une excuse pour davantage de provocations, comme un lancement de missile intercontinental".

Précédant l'adoption du texte, la Corée du Nord avait exprimé haut et fort son opposition, avertissant les États-Unis qu'elle leur infligerait "la plus grande des souffrances et des douleurs" s'ils persistaient à vouloir que l'ONU durcisse les sanctions à son encontre. Le dernier train de sanctions internationales faisait suite à deux tirs de missiles intercontinentaux nord-coréens. Il interdit les importations de charbon, de fer et de la pêche venant de Corée du Nord, et vise à priver ce pays d'un milliard de dollars de recettes par an.

Ikram A.

NORVÈGE

La droite gagne le challenge aux législatives

Après la victoire étonnante de la droite aux législatives en Norvège lundi, la Première ministre Erna Solberg va remplir pour un deuxième mandat historique mais sur des bases nettement fragilisées avec une majorité rotonde et des alliés de moins en moins conciliants. Dirigeante populaire de 56 ans, Mme Solberg est la première conservatrice en plus de 30 ans à remporter deux élections législatives d'affilée dans le riche pays nordique de 5,3 millions d'habitants.

A l'issue d'un véritable "thriller électoral", sa coalition regroupant conservateurs et populistes "light" du parti du Progrès (anti-immigration) a arraché, avec deux petits partis de centre-droit, une courte majorité de 89 sièges sur 169 au Parlement, selon des résultats officiels quasi définitifs. "Nous avons reçu un nouveau mandat pour quatre années supplémentaires parce que nous avons produit des résultats, nous avons fait ce que nous avions promis", a proclamé Mme Solberg devant des militants survoltés. Les conservateurs ont fait campagne sur la promesse d'une poursuite des baisses d'impôts pour soutenir l'économie tandis que l'opposition emmenée par le travailliste Jonas Gahr Støre prônait de relever la fiscalité, en particulier celle des plus riches, pour réduire les inégalités et consolider l'État-providence. L'arithmétique promet toutefois aux vainqueurs des lendemains difficiles. Crédité d'avoir manœuvré le pays, plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'ouest, à travers la crise du secteur pétrolier et celle des migrants, la droite est en passe de perdre sept

mandats par rapport au précédent scrutin en 2013. Plus que jamais, elle aura besoin d'être unie pour gouverner. Et c'est là que le bât blesse. Minoritaire au Parlement, le gouvernement sortant avait jusqu'à présent besoin d'un seul des deux partis de centre droit --démocrates-chrétiens ou libéraux-- pour faire passer ses lois mais ces petites formations sont désormais mathématiquement toutes deux indispensables à Mme Solberg. Or, elles affichent aujourd'hui des désaccords de plus en plus marqués avec les populistes sur des thèmes sensibles comme le climat ou les réfugiés. Contrairement à il y a quatre ans, les démocrates-chrétiens ont d'ores et déjà exclu de se lier formellement à une équipe comprenant le parti du Progrès, pourtant lui aussi incontournable. "Nous ne pouvons pas donner de garantie pour les quatre années à venir", a prévenu leur chef, Knut Arild Hareide. Faute d'un accord formel de coopération, le prochain gouvernement de Mme Solberg sera contraint à des tractations difficiles sur chaque dossier pour obtenir le soutien d'un centre droit qui refuse de lui accorder un chèque en blanc.

"VICTOIRE AU GOÛT AMER"

Face à cette situation, concessions et compromis sont appelés à devenir la règle que le tabloïd Dagbladet titrait "victoire au goût amer" en Une. Dès les premiers résultats connus avec certitude, Mme Solberg a invité l'ensemble de la droite "à des discussions où l'on clarifiera comment poursuivre cette coopération". "Je suis sûre que l'on trouvera de

bonnes solutions pour les quatre partis au cours des quatre prochaines années", a-t-elle assuré. Avant même que les contours précis de la nouvelle équipe ne soient dessinés, des questions s'élèvent déjà sur sa viabilité.

"Ce n'est pas évident qu'ils survivent pendant quatre ans", a prévenu Audun Lysbakken, chef de la Gauche socialiste, un des rares vainqueurs d'un scrutin morcelé même si le parti reste dans l'opposition. Politologue à l'Université d'Oslo, Knut Heidar juge également "peu probable que le gouvernement tienne quatre ans" de plus. "Je pense que la question de l'immigration, ou peut-être celle des rapports centre-périphérie, finira par pousser les démocrates-chrétiens à le faire chuter", a-t-il expliqué à l'AFP.

Signe du destin? Kåre Willoch, le seul autre Premier ministre conservateur à avoir enchaîné deux mandats consécutifs dans l'après-guerre, n'avait pas pu aller jusqu'au bout du second: il était tombé en 1986 sur une question de confiance. Lundi, ce n'est finalement pas tant la droite qui a gagné --toutes ses composantes ont reculé-- que la gauche qui a perdu. Si le parti travailliste de Jonas Gahr Støre, rival de Mme Solberg, reste la principale force du pays, il devrait perdre encore six mandats, après quatre ans dans l'opposition. "Cette élection est une grosse déception pour le parti travailliste", a admis M. Støre, un millionnaire passé par Sciences Po Paris, qui a cependant exclu de céder les rênes de la formation.

Nawel Z.

IRAK
Vote contre le référendum d'indépendance au Kurdistan

Le Parlement fédéral irakien a annoncé avoir voté mardi contre la tenue du référendum sur l'indépendance prévu le 25 septembre au Kurdistan irakien, suscitant aussitôt le retrait de ses membres kurdes en signe de protestation. Le chef du Parlement, Salim al-Joubouri, a estimé que ce vote, ajouté à l'ordre du jour à la demande de 80 députés, visait à maintenir "l'unité du territoire et du peuple irakien".

Le vote du Parlement, a-t-il encore précisé, "impose au Premier ministre de prendre toutes les mesures pour protéger l'unité de l'Irak et d'entamer un dialogue sérieux" avec les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien, située dans le nord du pays.

Bagdad et le Premier ministre Haider al-Abadi n'ont cessé de répéter au cours des derniers mois que cette consultation était contraire à la Constitution. Ce référendum, même non contraignant, a également suscité une levée de boucliers de Washington, de capitales européennes et surtout de la Turquie et de l'Iran voisins, qui craignent qu'un tel processus attise les appétits séparatistes de leurs propres minorités kurdes. Erbil toutefois assure régulièrement n'avoir "pas d'autre choix" que de lancer cette consultation pour garantir les droits des Kurdes, durement réprimés par le régime de Saddam Hussein, déchu en 2003 lors de l'invasion américaine de l'Irak. Le référendum divise néanmoins les Kurdes irakiens, qui adhèrent tous au rêve d'un Etat kurde mais discutent de l'opportunité du calendrier choisi par l'actuel président de la région autonome Massoud Barzani. Ce rendez-vous électoral s'annonce également sensible car la province de Kirkouk, une zone pétrolière disputée au nord de Bagdad et rattachée au gouvernement fédéral, a décidé d'y participer contre l'avis des autorités centrales irakiennes.

N.Z.

EGYPTE

18 morts dans une attaque de l'EI contre des forces de sécurité

Au moins 18 personnes sont mortes lundi dans le nord du Sinaï égyptien lors d'une attaque contre des forces de sécurité revendiquée par le groupe Etat islamique (EI).

"Huit soldats égyptiens sont morts et quatre véhicules blindés ont été détruits", a indiqué l'organisation djihadiste via son agence de propagande Amaq alors que des sources médicales et sécuritaires ont elles fait état d'un bilan de 18 morts.

Selon le ministère de l'Intérieur égyptien, qui parle de plusieurs morts sans autre précision, une voiture a explosé au passage d'un convoi des forces de sécurité dans la ville de Bir al-Abed, dans le nord de la péninsule du Sinaï.

L'attaque s'est produite sur la route reliant Al-Qantara à Al-Arich, le chef-lieu du Nord-Sinaï, alors que les forces de sécurité menaient une opération de ratissage de la zone. Un véhicule s'est introduit dans le convoi avant d'exploser, a indiqué le ministère.

Des tireurs embusqués ont ensuite ouvert le feu, faisant également des morts et des blessés, a-t-on ajouté.

Il n'était pas possible dans l'immédiat de déterminer la présence de victimes civiles.

Depuis la destitution par l'armée à l'été 2013 du président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, les forces de sécurité égyptiennes affrontent dans le Sinaï un groupe djihadiste qui a prêté allégeance à l'EI.

Il est responsable de la mort de plusieurs centaines de soldats et de policiers en Egypte et a également revendiqué des attentats contre la communauté chrétienne copte depuis décembre, qui ont fait plus de 100 morts.

Dans une déclaration, les 15 membres du Conseil de sécurité ont condamné "dans les termes les plus fermes" cette attaque. "Le terrorisme dans toutes ses formes constitue l'une des menaces les plus sérieuses à la paix et à la sécurité internationales", ajoute la déclaration.

Le Département d'Etat américain a aussi condamné l'attaque de lundi. Les Etats-Unis "continueront à se tenir aux côtés de l'Egypte face à la menace du terrorisme", a-t-il ajouté dans un communiqué.

DEVICES

Le franc CFA, ami ou ennemi des économies africaines?

Le franc CFA, ami ou ennemi des économies africaines? Le scandale qui a éclaté au Sénégal, après qu'un polémiste a brûlé un billet de banque, a relancé ce vieux débat.

Monnaie commune de 14 pays d'Afrique comptant 155 millions d'habitants, le franc CFA est accusé par ses détracteurs, comme le polémiste Kémi Séba, expulsé début septembre du Sénégal, de favoriser les intérêts de la France, ex-puissance coloniale, tandis que ses défenseurs soulignent l'importance d'une monnaie commune stable.

La parité fixe avec l'euro est un gage de stabilité, soulignent de nombreux économistes qui pointent du doigt le Nigeria et le Ghana, deux pays qui traversent de fortes turbulences économiques et dont les monnaies flottantes -le naira et le cedi- ont dévié ces dernières années.

Dans la zone franc, la stabilité du CFA rassure les investisseurs sur le long terme. Pour Hervé Tao, un Franco-Ivoirien chef d'une entreprise d'import-export, l'avantage du franc CFA est clair.

"Ne pas avoir de problème de change et de gestion des écarts de change apporte un grand confort de travail", explique-t-il. "J'ai déjà travaillé avec la zone dollar, il faut sans cesse gérer les fluctuations monétaires et réé-



dier les prix des produits."

Certes "la parité fixe apporte une stabilité aux économies africaines et permet de maintenir une inflation basse", reconnaît Noël Magloire Ndoba, consultant et ancien doyen de la Faculté des sciences économiques de Brazzaville. "Mais l'arrimage à l'euro, monnaie forte, pose problème pour les économies africaines essentiellement agricoles ou minières et peu productives", nuance-t-il. Opposant déclaré au CFA, Demba Moussa Dembélé, économiste et directeur du Forum africain des alternatives, juge que "le franc CFA est un frein au développement économique, car il ne profite pas aux petites et moyennes entreprises africaines". La liberté de circulation des fonds entre la France et la zone franc entraîne "une fuite des capitaux et des bénéfices des entreprises", note l'auteur du livre "Sortir l'Afrique de la servitude monétaire: à qui profite le

franc CFA?"

"Les PME africaines n'ont pas accès aux financements bancaires à cause de la politique de restriction monétaire que les banques centrales africaines sont obligées de suivre, calquée sur celle de la Banque centrale européenne."

RÉFORMER LA PARITÉ

"Les pays africains ont besoin d'une politique monétaire plus flexible, qui permette d'investir, de construire des capacités de production et des emplois", plaide Demba Moussa Dembele.

"Le vrai problème, c'est la structure des économies africaines, qui sont différentes entre les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, les pays sahéliens et les pays pétroliers d'Afrique centrale", estime Jean Alabro, analyste financier et responsable de la stratégie d'une banque internationale. Certains pays côtiers d'Afrique de l'Ouest jouissent

d'une bonne croissance économique, tandis que les pays pétroliers sont frappés par la chute des cours de l'or noir et que les pays sahéliens ont une économie faible, explique-t-il.

Mais en finir avec le CFA, ou séparer les deux zones franc (ouest et est), mettrait fin au processus d'intégration régionale et entraînerait des risques de déstabilisation politique, qui conduiraient notamment à renforcer le terrorisme, craint Jean Alabro.

"La zone franc est d'abord politique, en dehors des réalités économiques des pays. Le franc CFA est comme un patriarcat qui est le seul à pouvoir réunir une famille divisée", résume-t-il.

Pour Noël Magloire Ndoba, "ce qu'il faut réformer, c'est la parité du franc CFA, en la calculant sur (la base d'un) panier de monnaies, l'euro, le dollar et le yuan chinois", qui est "de plus en plus présent dans les échanges internationaux".

La Chine est devenu le premier partenaire commercial et le plus grand créancier de nombreux pays africains, note-t-il.

Demba Moussa Dembélé plaide, lui, pour la création d'une monnaie commune africaine, pour "restaurer la souveraineté" des pays africains et leur permettre de gérer la question monétaire "en fonction de leurs priorités: l'industrialisation, le développement, la création d'emplois et de revenus pour les jeunes".

CÔTE D'IVOIRE

Le PDCI salue la nomination d'un nouveau chef du parti au pouvoir

Le PDCI, grand allié du chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, a salué lundi la nomination d'Henriette Diabaté à la tête du parti présidentiel, félicitant "une personnalité d'envergure qui fera avancer la coalition au pouvoir en Côte d'Ivoire".

"Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) se félicite du bon déroulement du congrès du Rassemblement des Républicains" (RDR) qui "a porté à sa tête Mme Diabaté, une personnalité d'envergure", a affirmé à l'AFP, Niamien N'Goran, vice-président du PDCI.

"C'est une bonne chose qu'elle dirige ce parti, car elle va faire avancer le RDR et renforcer notre groupement politique", a souligné M. N'Goran.

Dimanche, M. Ouattara a créé la surprise en déclinant la proposition des cadres et mili-

tants du RDR de reprendre la tête de son parti, et a nommé Mme Diabaté.

Il a aussi insisté sur l'importance de l'alliance avec le PDCI de l'ancien président Henri Konan Bédié au sein de la coalition RHPD (Rassemblement des Houphouëtistes pour la paix), notamment en vue de la présidentielle de 2020. Il a notamment assuré vouloir aboutir rapidement à un "parti unifié".

Cette volonté de fusion des deux partis du chef de l'Etat, qui entend préparer sa succession, n'a pas abouti ces deux dernières années en raison de réticences au sein de son propre parti comme au sein du PDCI, de nombreux courants estimant qu'il faut un candidat par parti à la présidentielle.

"Il faut qu'il y ait le rassemblement. Mais si on n'arrive pas au parti unifié, il ne faut pas en faire un drame. Il faut faire l'alternance

qui ne se fera pas contre un parti du RHDP (...) mais ensemble", a précisé M. N'Goran, très proche de M. Bédié.

M. Bédié fera passer ce message d'unité lors de la célébration samedi du troisième anniversaire de "l'appel de Daoukro" (centre) qui a "permis d'avoir des élections apaisées en 2015".

Cet appel lancé en septembre 2014 par M. Bédié dans son fief en faveur de la candidature unique d'Alassane Ouattara, prévoit "l'alternance politique en 2020 qui doit ramener le PDCI au pouvoir d'Etat".

Le PDCI est allié au RDR depuis l'élection à la présidence d'Alassane Ouattara en 2011. Selon la Constitution, M. Ouattara, qui effectue son deuxième et dernier quinquennat, ne pourra pas se représenter à la présidentielle de 2020, et la course à sa succession est déjà ouverte.

RD CONGO

25 morts et 57 blessés dans un accident de la route

Vingt-cinq personnes ont été tuées et 57 blessés dimanche lorsqu'un bus de transport en commun s'est renversé sur une route du Bandundu, dans le sud-ouest de la République démocratique du Congo, selon un bilan officiel. L'accident survenu sur la route nationale n°1 a fait "25 morts et 57 blessés graves", selon un bilan officiel donné

publique, lors de la télévision dans le soir de la télévision publique, relevant le bilan du nombre de morts. Auraravang, Léonard Mutangu, maire de Kikwit, avait fait état auprès de l'AFP de "13 morts et 64 blessés" dans l'accident d'un bus d'une société congolaise qui partait de Kikwit pour Kinshasa. Un correspondant de l'AFP arrivé sur les lieux quelques instants plus

tard avait affirmé avoir vu des corps inertes par terre alors que d'autres étaient encore coincés sous le véhicule. Des dizaines de blessés se trouvaient également sur la chaussée et plusieurs d'entre eux saignaient abondamment, selon ce journaliste. Les blessés ont été évacués vers un hôpital public de Kikwit, grande ville située à 20 km du lieu du

drame. "Nous sommes débordés par rapport au nombre des blessés, étant donné que la pharmacie est sans médicaments, la prise en charge des accidentés pose problème", a expliqué à l'AFP le Dr Guy Kilundu médecin traitant à l'hôpital de référence de Kikwit. "L'excès de vitesse" et "l'ivresse" du chauffeur qui est mort sur le champ

seraient à l'origine de l'accident, selon les témoignages des survivants, recueillis par l'AFP. Les accidents sur les routes congolaises sont souvent meurtriers. Vendredi, 11 personnes ont été tuées lorsqu'un camion de transport de marchandises s'est renversé sur une route du Kasai, dans le centre du pays.

JO-2024 À PARIS:

Un risque de dérapage du budget

L'un des principaux défis des sept prochaines années sera de tenir le budget, modeste, de 6,6 milliards d'euros annoncé par Paris-2024 alors que l'explosion des coûts des JO passés est le principal argument des opposants aux jeux Olympiques.

De Londres en 2012 à Athènes en 2004, en passant par Sydney en 2000, tous les budgets des villes candidates ont en effet grimpé en flèche -- pour en moyenne doubler -- entre les prévisions et la facture finale.

Des dépassements qui ont atteint leur apogée avec Pékin-2008, dont le budget a culminé à 32 milliards d'euros. "Le mécanisme économique qui explique ce dépassement des coûts, c'est la malédiction du gagnant d'une enchère", explique Vladimir Andreff, économiste du sport à la Sorbonne.

"La théorie démontre que celui qui gagne l'enchère est celui qui est le plus optimiste et prêt à surenchérir jusqu'au dernier", précise Andreff, l'un des trois experts internationaux ayant conseillé la rédaction de l'étude d'impact commandée par le Comité de candidature parisien. "Quand il y a beaucoup de villes candidates, le gagnant est piégé", ajoute-t-il.

Pour séduire le CIO, les candidats ont tendance à sous-estimer certains coûts, comme Londres-2012 avec la sécurité, et surestimer les retombées économiques.

A L'ABRI DES DÉRAPAGES FINANCIERS

Paris, privé d'adversité avec les retraités successifs de ses rivaux, n'a pas vraiment eu à surrenchérir. Cependant, "les coûts liés à la sécurité, à l'aménagement (des sites) et à l'infrastructure temporaire sont peut-être sous-évalués", a prévenu début juillet la commission d'évalua-



tion du CIO, à propos du projet parisien. "Mais ils pourraient être compensés par une éventuelle réduction des dépenses dans d'autres domaines".

"Ça me paraît très difficile en 2024 d'être en dessous de la facture d'Athènes-2004 ou de Londres-2012", soit autour de 11 milliards d'euros, explique Jean-Pascal Gayant, professeur de Sciences économiques à l'Université du Mans, reprenant les arguments des opposants aux JO parisiens qui redoutent une nouvelle explosion des coûts.

Du côté des responsables de la candidature, on n'a cessé de marteler que le budget était tenable. Bernard Lapasset, co-président du comité de candidature, estime que le projet est "à l'abri de tout dérapage financier", puisque 95% (93% selon le rapport du CIO) des sites existents déjà.

Le projet "n'est pas inconsidéré sur le plan budgétaire, il est extrêmement limité", a assuré le président de la République, Emmanuel Macron, à Lausanne mi-juillet. Le budget du Comité d'organisation (Cojo), rarement dépassé, est en effet autofinancé

par les jeux Olympiques eux-mêmes: les dépenses de 3,371 milliards d'euros annoncées seraient ainsi compensées par la contribution du CIO (1,41 milliard), le programme de sponsoring et la vente de billets.

"Objectif atteignable", a estimé la Commission d'évaluation du CIO. Le dossier parisien a l'avantage de n'avoir que trois sites à construire: le Village olympique, de loin le plus gros investissement -- environ 1,3 milliard d'euros --, le Village des médias et le Centre aquatique.

Au total, le coût des infrastructures sportives pérennes, auxquelles s'ajoute les aménagements d'accessibilité pour les personnes handicapées dans les transports, est évalué à quelque 3 milliards, si aucun incident majeur ne vient frapper les chantiers. Auxquels s'ajouteront le coût de l'inflation.

La moitié de la facture sera acquittée par l'État (1 milliard d'euros) et les collectivités territoriales (villes concernées et Région), l'autre par des fonds privés, le Village étant financé par un partenariat public-privé (PPP).

RISQUE SUR LES INFRASTRUCTURES NON SPORTIVES

"Les gros dépassements de coûts observés dans l'histoire se font sur les infrastructures non sportives, c'est le cas d'Athènes ou de Barcelone", estime Andreff, qui met en garde sur l'utilisation des JO-2024 comme accélérateur du projet du Grand Paris. "Quand on accélère des investissements, ils coûtent plus chers". "Ces coûts d'infrastructure et de transport ne devraient jamais être inclus dans un budget olympique, pas plus que ceux du village olympique (qui peut être revendu par le promoteur qui le construit)", conteste pour sa part Jean-Loup Chappelet, directeur de l'Institut de hautes études en administration publique associé à l'Université de Lausanne. En ce qui concerne Paris, l'extension du réseau de transport destinée à mieux desservir les territoires de banlieue a été votée et budgétée bien avant l'attribution des Jeux à la France. Il sera donc difficile aux opposants d'en imputer le coût au dossier olympique comme ce fut le cas à Londres avec la ligne de métro construite pour les Jeux.

AVANCEMENT DES TRAVAUX AU NIVEAU DES STADES DE BARAKI, ORAN ET TIZI OUZOU

El Hadi Ould Ali affiche son optimisme

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali a affiché lundi à Alger son optimisme quant à la réception des stades de Baraki, Oran et Tizi Ouzou dans les délais escomptés, soit début 2018.

Le ministre qui s'exprimait à la clôture de la 1ère édition de la compétition "Sumer Playoffs 2017" qui s'est déroulée du 7 au 11 septembre à la salle Harcha Hacène (Alger), a indiqué que les travaux au niveau des stades de Baraki (Alger), d'Oran et de Tizi Ouzou "connaissent un taux d'avancement appréciable et font l'objet d'un suivi particulier par le secteur".

"Nous suivons également de près le taux de réalisation du complexe nautique et du village olympique devant accueillir les Jeux méditerranéens de 2021 d'Oran. Une évaluation régulière se fait au niveau central et local", a ajouté le ministre. Pour ce qui est du stade de Rouiba (Alger), le premier responsable du secteur a indiqué que cette infrastructure sportive "importante" ne relevait pas de son secteur, précisant que des travaux d'aménagement ont été lancés par l'Assemblée populaire communale de Rouiba et la wilaya d'Alger. Il a souligné dans ce sens l'importance de "la reprise des travaux au niveau de ce stade dans les plus brefs délais afin de renforcer les infrastructures footballistiques à Alger, d'autant que les travaux au niveau du stade de Baraki n'ont pas encore été achevés et que le stade du 5 juillet abrite uniquement les derby algérois".

HANDBALL / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE (U-20/FILLES):

L'Algérie termine le

tournoi avec un second succès

La sélection algérienne de hand-ball féminin (U20) a remporté sa seconde victoire au Championnat d'Afrique, en battant, in-extremis, la RD Congo 22-21 (mi-temps 8-10), dimanche à Abidjan, lors de la 6^e journée et dernière journée du tournoi qui prend fin en soirée.

Malgré ce succès, l'Algérie termine le tournoi en 5^e position, avec 4 points (goal-avérage-20), ex-aequo, avec son adversaire du jour, la RD Congo (-12), la Côte d'Ivoire (-9), le Cap Vert (-25) et le Mali (-52), avec un goal-avérage (-20).

Le tournoi qui regroupe l'Algérie, l'Angola, l'Égypte, la RD Congo, la Côte d'Ivoire, le Mali, et le Cap Vert, se joue en mini-championnat dont le premier au classement sera sacré champion.

ÉLIMINATION DE L'EN DU MONDIAL-2018:

Procéder avec Zetchi à une évaluation approfondie

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a souligné à Alger sa détermination à procéder avec le président de la Fédération algérienne de football (FAF) à une évaluation objective et approfondie en vue de tirer les enseignements de l'élimination de l'équipe algérienne de la course au Mondial-2018.

Le ministre qui s'exprimait à la clôture de la 1ère édition de la compétition "Sumer Playoffs 2017" qui s'est déroulée du 7 au 11 septembre à la salle Harcha Hacène (Alger), s'est dit "déçu" de l'élimination des "Verts" de la course au Mondial 2018, affirmant avoir demandé au président de la FAF, Kheireddine Zetchi de procéder à une évaluation approfondie et objective sur cette question.

"Je lui ai également demandé de parler aux joueurs et au staff technique pour tirer les leçons et préparer une équipe à même d'honorer l'Algérie lors des prochaines compétitions", a déclaré le ministre.

Et d'ajouter "il ne faut pas faire dans la précipitation. M. Zetchi est appelé actuellement à évaluer la situation de l'équipe nationale car il en est responsable, d'autant que le ministère lui avait apporté soutien et facilitations pour mener à bien sa mission".

L'Algérie rappelle-t-on occupe la 4ème et dernière place du groupe B avec un seul point.

Pour ce qui est du staff technique conduit par l'Espagnol Lucas Alcaraz, le ministre de la Jeunesse et des Sports a indiqué que

"Alcaraz a dirigé seulement quelques rencontres. Nous ne lui avons pas demandé de qualifier l'Algérie au mondial de Russie mais notre objectif était de remporter ces rencontres, car si nous faisons appel à un entraîneur c'est pour remporter des rencontres et du moment que ce-dernier a échoué, les supporters de l'équipe nationale sont en droit de se poser des questions sur cette élimination, d'où la nécessité pour le staff technique et les responsables de la fédération d'apporter des éclaircissements sur ce sujet."

TRANSFERTS

Youcef Belaili s'engage avec Angers

Son transfert avait été évoqué, il est maintenant officiel, c'est même le président du club Saïd Chabane qui l'a annoncé. Neuvienne recrue du club, c'est un sacré pari que tente Angers avec un joueur qui n'a plus goûté au haut niveau depuis deux ans. Mais le milieu offensif doté d'une technique hors pair pourrait commencer sa rédemption sous la célèbre douceur angevine. C'est tout le mal qu'on souhaite au nouveau numéro 31 (clin d'œil à sa ville Oran) du SCO.

81 400

LA FRANCE a enregistré un onzième trimestre consécutif de créations nettes d'emplois salariés au deuxième trimestre, avec 81 400 nouveaux postes (+0,3%) dont 76 800 dans le secteur privé, tiré par l'intérim, les services et la construction, selon des données définitives de l'Insee publiées mardi.

FRANCE

Le dérapage de trop ?

Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République, vient de commettre un nouveau dérapage. Il vient, une nouvelle fois, d'insulter les Français, du moins ceux qui ne pensent pas comme lui. Dans les jardins de l'EFA à Athènes, le vendredi 8 septembre, il a réaffirmé la nécessité des réformes.

Mais, il l'a fait avec des mots d'une violence inouïe: " Je serai d'une détermination absolue, je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes ". Que le Président dise qu'il ne cédera rien, c'est son droit. C'est une manière de gouverner. Aux opposants d'en tirer toutes les conséquences. Mais, qu'il le fasse en décrivant ceux qui ne sont pas de son avis de " fainéants, (...) cyniques, (...) extrêmes ", ne semble pas avoir de précédent dans la vie politique française depuis 1945. Cela constitue, à l'évidence, un dérapage. La violence verbale dont il a ainsi fait preuve appelle, et justifie par avance, d'autres violences. Au point que l'on se demande s'il a conscience de ce qu'il a dit.

Emmanuel Macron persévère...
Ce n'est pas, hélas, le premier dérapage de ce type dont Emmanuel Macron se rend coupable. Il avait commis un autre impair de la même veine depuis les jardins de l'ambassade de France à Bucarest à la fin du mois d'août, ajoutant à l'insulte le fait de la proférer sur un sol étranger. Pourtant, c'était le même Emmanuel Macron qui avait déclaré qu'il ne ferait aucun commentaire sur la politique française depuis l'étranger... On l'a déjà dit, il est faux d'affir-

mer, que ce soit à Athènes ou à Bucarest, que les Français se refusent aux réformes. Les Français ont été soumis, et ont accepté, depuis ces vingt dernières années un nombre incalculable de réformes. Ce que les Français refusent, c'est une réforme particulière, celle qui concerne le droit du travail. Or, cette réforme est justement hautement discutable comme il a été montré. On peut la considérer comme néanmoins nécessaire; mais il importe, alors, de respecter ceux qui ne pensent pas comme vous.

Et ceci d'autant plus quand on a été élu sur un quiproquo, avec un faible nombre de voix. Rappelons-le, Emmanuel Macron n'avait réuni sur son nom que 20,7 millions de voix au deuxième tour quand Jacques Chirac, quinze ans avant et dans un scénario politique identique, en avait réuni plus de 25 millions. Macron est un président par défaut.

Or, Emmanuel Macron récidive. Il le fait au lendemain de son discours qui se voulait programmatique sur l'Europe et qui ne fut qu'étalage de platitudes. Il le fait dans des mots qui, cette fois, sont directement insultants et ce à un degré des plus extrêmes. Quand on considère l'effondrement qu'il subit dans les sondages depuis maintenant deux mois, c'est folie. Mais, " Bien que ce ne soit folie, il y a là de la méthode".

La méthode de l'insulte?

Les insultes, employées pour désigner ses opposants ne sont pas nouvelles. Elles tendent à constituer une méthode pour Emmanuel Macron. Il en avait déjà usé, on l'a dit, que ce soit

implicitement ou explicitement, lors de son discours à Bucarest. Il en avait usé, aussi, lors de la rentrée des classes, dans son voyage à Forbach. Emmanuel Macron y avait lancé, agacé, à un journaliste qui lui posait une question: "Les journalistes ont un problème. Ils s'intéressent trop à eux-mêmes et pas assez au pays. (...) Vous ne me parlez que des problèmes de communication et de problèmes de journalistes, vous ne me parlez pas de la France. " Pourtant, le Président de la République était en train de se faire filmer en train de déjeuner à la cantine avec des écoliers. Il était là, de manière évidente, et nul ne lui en aurait fait reproche, pour tourner des images et montrer son visage. En un mot: il était là pour " communiquer ". Il n'y a rien de plus normal à cela; mais il n'y a rien de plus normal, non plus, à ce qu'un journaliste lui pose alors une question sur sa communication. Ce qui apparaît bien comme anormal est la réponse du Président. Clément Viktorovitch, sur le site électronique du Point, remarque alors que plutôt de chercher à réfuter la position de ses contradicteurs, Emmanuel Macron s'emploie à disqualifier leur légitimité, à les présenter comme des adversaires. Et c'est bien de cela dont il a donné un nouvel exemple, et il faut bien dire un exemple hideux, lors de sa déclaration de vendredi 8 septembre à Athènes.

Réflexe d'enfant gâté ou réflexe de classe?

Habitude pour le moins, et sans doute méthode. Mais de quelle méthode s'agit-il? On pourrait lire ces débordements de la part du Président



comme le témoignage de son exaspération devant une réalité qui lui résiste, qui lui échappe. Pour tout dire, ces mots terribles ne seraient que l'expression d'un homme qui a " pété les plombs ". La jeunesse du Président va dans ce sens, de même que la vie protégée qu'il a menée jusqu'à son élection. Être une " premier de la classe ", quelqu'un que des puissants repèrent et protègent, travailler avec un autre Président - François Hollande - puis devenir Ministre, enfin trahir son protecteur mais non sans s'en être trouvé de nouveaux et enfin arriver aux sommets du pouvoir, tout cela ne prépare pas spécialement à l'adversité. Chris Bickerton, dans son article du 7 septembre dans le New York Times, dresse un portrait au vitriol d'Emmanuel Macron. Constatant son effondrement dans les sondages, il s'interroge si ce Président ne souffre pas d'une arrogance d'enfant gâté. Il y a beaucoup de vérité. Pourtant il serait hasardeux d'attribuer cette " méthode " et ce

comportement d'Emmanuel Macron, méthodes et comportement qui, n'en doutons-pas, le rendront bien vite odieux aux Français, à une simple arrogance, à des traits personnels, même s'ils existent. Il y a derrière le sentiment de supériorité couplé avec celui d'avoir raison, d'incarner le " camp du bien " que l'on trouve largement répandu dans cette élite néo-libérale. Parce qu'elle se croit détentrice d'un savoir supérieur, parce qu'elle est persuadée que ce savoir se combine avec une bienveillance dont elle serait la seule à disposer, elle ne peut qu'éprouver du mépris pour ses adversaires.

En tout état de cause, cette méthode est inacceptable pour un Président. Elle est de nature à détruire complètement sa légitimité. Et, en ce cas, la légalité de son élection pèsera bien peu face à la légitime - elle - colère des Français.

Qu'il ne s'étonne pas, alors, de susciter la haine et la rage.

J. S.

Post scriptum

Par B. Chellati

Pour servir de source et d'essence à la pratique socio-politique, le maintien de la continuité représente un autre devoir, une autre mobilisation pour agir en accord avec ce qui, par des actes et des engagements est parvenu de façon claire et sûre à la société algérienne durant ces dernières années. C'est ainsi, que toute action probante, toute initiative provenant du programme politique en vigueur dont l'infaillible est chose prouvée, est la preuve concrète de cette authenticité qui réside dans son caractère décisif et dans la constance de sa transmission à tous. L'un et l'autre sont indiscutables. Le projet de société vise, tel qu'il est parvenu aux citoyens depuis 1999 avec plus d' " intrants modernes " et reposant l'amorce d'un consensus général, c'est-à-dire la nécessité pour les Algériens d'agir avec persévérance, afin d'établir un élan vraisemblable capable de " semer " de nouveaux indicateurs, de nouvelles perspectives

politiques, économiques et sociales et qui ne peuvent être que les fondements d'un comportement nouveau. Tel est l'un des objectifs de base du plan d'action du gouvernement du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, aux relents et aux vocables de justice sociale et de croissance. Dans ce cadre, le gouvernement mise tout d'abord sur la stabilité sociale. Et pour cause de difficultés financières imposées au pays par la chute sévère des prix des hydrocarbures sur le marché mondial, il interpelle toute la société à se " mobiliser " à l'effet de poursuivre le processus de développement socio-économique.

C'est d'ailleurs de ce plan d'action du gouvernement qu'on retiendra la plupart des voies et des principes à observer pour tirer des décisions qui s'étendent en hauteur, comme en largeur, afin d'admettre la raison qui équivaut donc à l'aptitude de l'Exécutif gouvernemental à percevoir sur des " missions " éco-

nomiques, sociales et culturelles logiques, de satisfaire les aspirations et les exigences nouvelles des populations, la jeunesse en particulier. On peut interpréter cette phase et cette philosophie de gouvernance comme une " discipline " singulière et souvent complète, ne négligeant aucun problème. Elle prend racine pour combler les lacunes, de manière à parfaire l'ensemble de cette œuvre de renouveau national, de renaissance nationale, avec un traitement en détail sans rien laisser au hasard. Voilà les préalables, les principes qu'il faudra avoir à l'esprit et à ne pas perdre de vue, pour la " composition " d'une nouvelle société épanouie dans les secteurs.

De fait, la stratégie d'ensemble élaborée par le plan d'action du gouvernement visant à donner un rôle complémentaire à divers secteurs par rapport à l'action principale et fondamentale d'investissement orientée droit vers l'industrie, l'agriculture, le tourisme, les TIC, la transformation

du monde rural et le développement de la production nationale, répond à l'élévation attendue des revenus et des niveaux de vie. Les indicateurs à haute fréquence, enregistrés ces dernières années, ont marqué une nette progression et un rythme soutenu, en ce qui concerne la croissance. L'analyse sociale et économique faite par le gouvernement dans son programme, a permis de bien illustrer la diversité et la complexité du développement du pays, du point de vue des acquis et de l'expérience, de la rentabilité et des perspectives, des horizons.

Dans ce contexte, et au lendemain de la crise mondiale (2007-2008), la chute des prix du baril sur le marché mondial depuis la mi-mai 2014, la croissance, les investissements et la politique sociale se sont poursuivis jusqu'à maintenant avec un rythme certes ralenti, mais un rythme tout de même appréciable, allant jusqu'à renouer avec des niveaux acceptables. La rési-

lience dans l'économie de marché, qui a fait preuve pendant cette période de crise mondiale, est à mettre sur le crédit d'une gouvernance budgétaire prudente. Ainsi, le gouvernement actuel s'est fixé un nombre important d'axes de travail dont celui du développement social et humain, l'axe économique productif. L'accent mis sur les recettes fiscales et les plans de développement signifie davantage de ressources pour répondre aux demandes et besoins sociaux et à l'investissement.

Les efforts à atteindre ces axes doivent être accompagnés de changements dans le modèle de développement permettant une plus juste redistribution de la richesse et une plus grande protection des secteurs vulnérables. Pour ce faire, le gouvernement doit convoquer et coordonner ses efforts avec ses partenaires économiques et sociaux ainsi que tous les secteurs de la société.

B. C.

Justice sociale et croissance